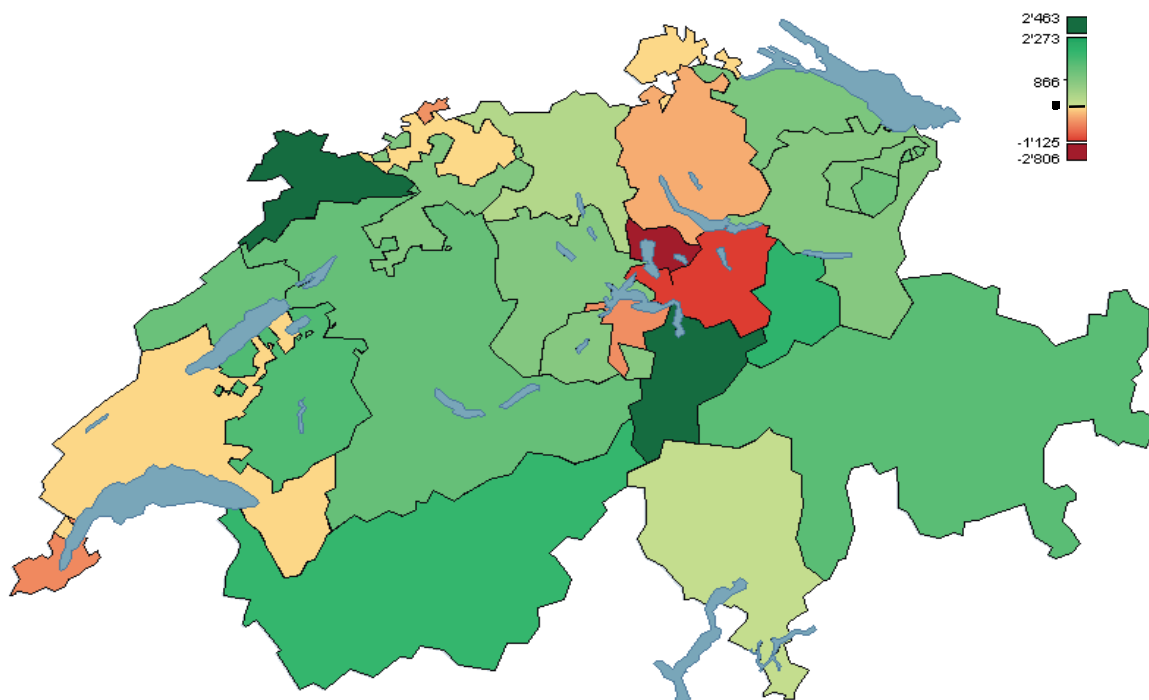


Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur

Péréquation financière 2015

entre la Confédération et les cantons



Paiements compensatoires nets en francs par habitant; péréquation financière pour 2015



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des finances DFF
Administration fédérale des finances AFF

Tableaux des données (Excel)

<http://www.efv.admin.ch/ff/> ⇨ Documentation ⇨ Politique budgétaire, Bases ⇨ Péréquation financière ⇨ Chiffres

Table des matières

1	Contexte	3
1.1	Bases légales	3
1.2	Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)	3
1.3	Groupe technique chargé de l'assurance-qualité	3
1.4	Statut du présent rapport	3
1.5	Documents complémentaires sur Internet	4
2	Péréquation des ressources en 2015	5
2.1	Éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2015	5
2.1.1	Revenu déterminant des personnes physiques en 2015	6
2.1.2	Revenus déterminants imposés à la source en 2015	8
2.1.3	Fortunes déterminantes en 2015	11
2.1.4	Bénéfices déterminants des personnes morales en 2015	13
2.1.5	Répartitions fiscales déterminantes en 2015	17
2.2	Potentiel de ressources et indice des ressources en 2015	18
2.3	Péréquation des ressources en 2015 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources	20
2.4	Mesures en cas de qualité insuffisante des données	24
3	Compensation des charges en 2015	25
3.1	Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)	25
3.2	Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)	29
3.2.1	Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)	30
3.2.2	Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)	32
3.2.3	Paievements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques	35
4	Compensation des cas de rigueur en 2015	37
5	Vue d'ensemble des paiements en 2015	39
	Annexe	45
	Rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)	45

1 Contexte

1.1 Bases légales

La loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Elle prévoit à son art. 5, al. 1, que le Parlement fixe les contributions de base à la péréquation des ressources et à la compensation des charges par périodes successives de quatre ans. En cours de période quadriennale, les dotations sont adaptées conformément aux dispositions de la PFCC (art. 5, al. 2, et art. 9, al. 2).

Le processus annuel de calcul des indices des ressources et des charges ainsi que des paiements compensatoires est décrit en détail dans le message du 8 décembre 2006 sur la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur (FF 2007 687 ss). Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité accompagne le processus (art. 44 de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges [OPFCC]).

1.2 Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)

En vertu de la PFCC et de l'OPFCC, le Contrôle fédéral des finances (CDF) joue également un rôle en matière d'assurance-qualité. Ainsi, afin d'assurer la qualité des données de base, il a mené des audits auprès des administrations fiscales cantonales depuis l'introduction de la nouvelle péréquation financière. Durant la première période quadriennale 2008–2011, tous les cantons ont fait l'objet d'un premier audit. En 2014, le CDF a examiné uniquement les données relatives à une sélection d'indicateurs de l'année fiscale 2011 livrées par les cantons de Schaffhouse, de St-Gall, de Zoug, de Berne, de Nidwald, d'Obwald et de Fribourg. En présence d'erreurs systématiques, l'audit a été étendu aux années fiscales 2009 et 2010 (cf. le rapport succinct du 13 juin 2014 du CDF en annexe).

1.3 Groupe technique chargé de l'assurance-qualité

Ce groupe technique a été institué par le DFF (art. 44, al. 1, OPFCC). Il a notamment pour tâche d'examiner la situation et de discuter des éventuelles mesures à prendre en matière d'assurance-qualité avec le CDF. En outre, il se prononce sur les questions de méthode.

Pour respecter le calendrier relatif aux chiffres 2015, les calculs se sont fondés sur les données les plus récentes, soit celles disponibles au 9 mai 2014.

1.4 Statut du présent rapport

Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité a approuvé le présent rapport à sa séance du 18 juin 2014. Ce document présente les résultats des travaux effectués par l'AFF et par le groupe technique pour le nouveau calcul des indices et des paiements compensatoires pour l'année de référence 2015.

Le présent rapport est conçu de manière à permettre de comparer les chiffres-clés jouant un rôle central pour l'année de paiement 2015 à ceux de l'année précédente. L'accent y est donc volontairement mis, par souci de clarté, sur les principaux résultats des derniers calculs. Les

tableaux cités dans le rapport permettent également de comparer entre elles chacune des années de calcul (2009, 2010 et 2011) pour tous les éléments du potentiel de ressources. La remarque vaut par analogie pour la compensation des charges de la Confédération.

1.5 Documents complémentaires sur Internet

Toutes les bases de calcul (tableaux Excel) servant à déterminer les indices des ressources, les indices des charges et les paiements compensatoires sont téléchargeables sur Internet, pour permettre aux cantons de vérifier systématiquement la plausibilité de leurs données:

<http://www.efv.admin.ch/f/> → Documentation → Politique budgétaire, Bases → Péréquation financière → Chiffres

La documentation publiée sur Internet fait partie intégrante du présent rapport.

Durée de l'audition

La Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF) confirmera au DFF que les cantons ont pris connaissance des calculs et lui transmettra son avis concernant les propositions éventuelles des cantons jusqu'au 30 septembre 2014 (FF 2007 689).

2 Péréquation des ressources en 2015

Le potentiel de ressources en 2015 se base sur les années de calcul 2009, 2010 et 2011; il reflète ainsi la situation économique des cantons de 2009 à 2011. En ce qui concerne les données de base, le potentiel de ressources en 2015 repose ainsi sur une moyenne de trois ans, comme l'exige la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges à son art. 3, al. 4.

L'Office fédéral de la Statistique a procédé à un changement de méthode pour le recensement de la population en 2010. Celui-ci est désormais fondé non sur une enquête directe auprès de la population mais sur un relevé des registres officiels. La nouvelle méthode (STATPOP) entraîne de légères variations pour la population résidante moyenne permanente et non-permanente à partir de 2011, entrant pour la première fois dans la péréquation des ressources en 2015. Par ailleurs, le passage aux nouvelles données démographiques avait été documenté dans l'annexe au rapport de l'AFF «Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur en 2013» paru le 22 juin 2012. En ce qui concerne la compensation des charges, le passage à STATPOP a déjà eu lieu durant les années de référence 2013 et 2014.

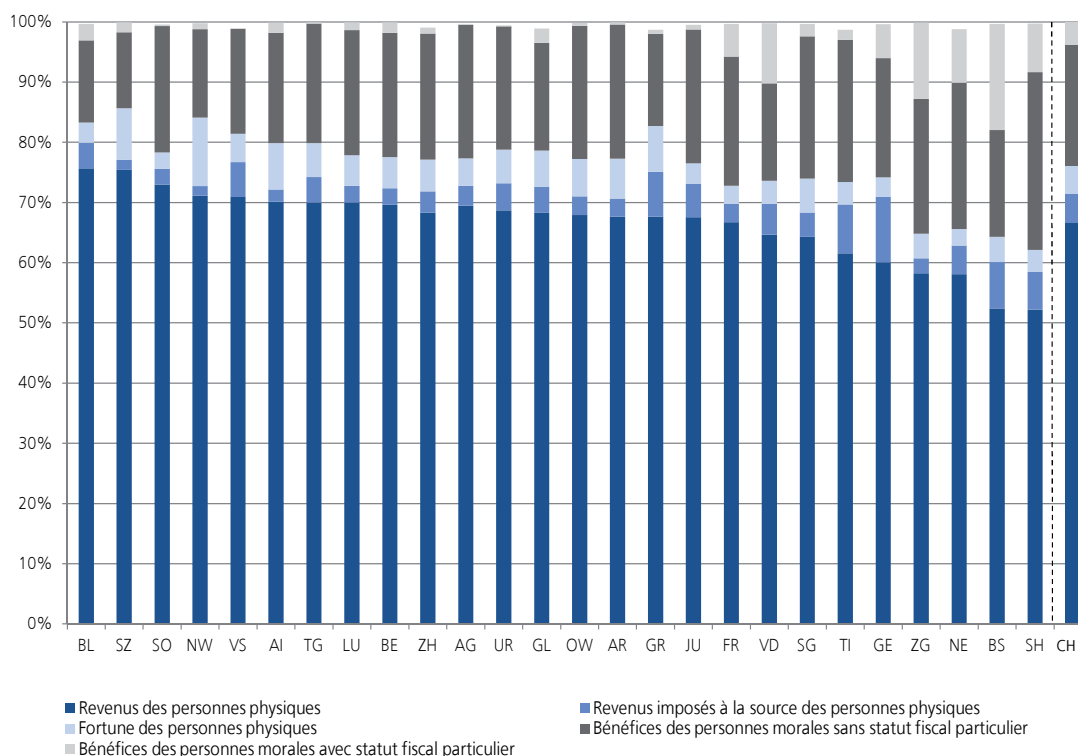
Dans les pages qui suivent sont indiqués tout d'abord les divers éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2015 (ch. 2.1). Les chiffres de 2015 sont également comparés à ceux de 2014, qui ont été adoptés par le Conseil fédéral le 30 octobre 2013. Certaines données ayant été fournies ultérieurement, ces chiffres diffèrent parfois de ceux qui ont été publiés dans le dernier rapport. Les potentiels de ressources et les indices des ressources en 2015 sont ensuite décrits au chapitre 2.2. Le chapitre 2.3 présente la péréquation des ressources en 2015, soit les montants que chaque canton devra verser ou percevra. Le chapitre 2.4, quant à lui, décrit les mesures à prendre si la qualité des données est insuffisante.

Aucune correction ni estimation n'ont dû être effectuées pour l'année de référence 2015.

2.1 Éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2015

L'illustration 1 donne un aperçu général des composantes en pour-cent de l'AFA pour l'année de référence 2015. Celles-ci correspondent à la moyenne des années de calcul 2009 à 2011. Les cantons sont classés selon la part de leur revenu déterminant des personnes physiques au potentiel de ressources. Les parts des répartitions fiscales au potentiel de ressources, qui peuvent aussi être des valeurs négatives (cf. ch. 2.1.5), ne sont pas comprises.

Illustration 1 Parts de l'AFA au potentiel de ressources en pour-cent



2.1.1 Revenu déterminant des personnes physiques en 2015

Quelque 67 % en moyenne du potentiel total de ressources provient, tous cantons confondus, des revenus déterminants des personnes physiques (cf. illustration 1). Il s'agit donc de la principale composante du potentiel de ressources. Sa part varie toutefois considérablement d'un canton à l'autre, oscillant entre 52 % (SH) et 76 % (BL).

Le tableau 1 fournit les résultats pour l'année 2015, accompagnés d'une comparaison avec l'année 2014. A l'échelle nationale, les revenus déterminants présentent une augmentation de 0,7 %. Les taux de croissance les plus élevés sont enregistrés par les cantons de Zoug (13,8 %), de Schwyz (5,5 %) et de Fribourg (2,1 %). Treize cantons affichent un recul du revenu déterminant par rapport à l'année précédente (2014). La diminution la plus forte concerne les cantons de Genève (-1,6 %) et du Valais (-1,4 %).

Si l'on prend en considération uniquement l'année de calcul 2011 nouvellement prise en compte, on constate que les revenus déterminants ont diminué, pour toute la Suisse, de 0,3 % par rapport à l'année précédente (2010). Les cantons les plus dynamiques sont Zoug (+41,8 %) et Schwyz (+11,2 %). La plupart des cantons affichent toutefois un recul (entre -2,2 % et -7,7 %).

Tableau 1 Revenus déterminants des personnes physiques en 2015 et comparaison avec 2014

Franchise 2009 - 2010: 29'200 CHF / Franchise 2011: 30'600 CHF

Revenus déterminants des personnes physiques												
	Années de calcul						Années de référence					
	2009		2010		Diff. 10 / 09		2011		2015		Diff. 15 / 14	
	en CHF 1'000	en CHF par hab.	en CHF 1'000	en CHF par hab.	par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab.	en CHF 1'000	en CHF par hab.	en CHF 1'000	en CHF par hab.	par hab. (en %)
ZH	34'243'297	25'053	35'246'961	25'474	2.6%	36'444'289	26'134	35'311'516	25'557	0.9%	25'336	
BE	15'552'139	15'877	15'910'795	16'179	-2.8%	15'571'544	15'733	15'678'159	15'929	0.5%	15'846	
LU	6'340'116	17'092	6'501'848	17'331	-2.2%	6'479'997	16'951	6'440'654	17'124	0.8%	16'996	
UR	450'163	12'946	466'817	13'434	-5.9%	452'188	12'646	456'390	13'005	0.8%	12'907	
SZ	5'351'186	37'239	5'374'074	37'009	11.2%	6'110'861	41'141	5'612'040	38'488	5.5%	36'479	
OW	615'750	17'762	665'437	18'903	-6.1%	641'643	17'748	640'943	18'136	0.7%	18'016	
NW	1'139'289	28'366	1'137'466	28'268	2.2%	1'196'598	28'883	1'157'785	28'510	0.2%	28'449	
GL	544'002	14'219	574'654	14'946	-4.9%	561'554	14'217	560'070	14'459	0.2%	14'426	
ZG	4'522'711	40'690	4'597'067	41'075	41.8%	6'718'838	58'235	5'279'539	46'798	13.8%	41'117	
FR	4'271'885	15'599	4'446'249	15'960	0.9%	4'570'900	16'109	4'429'678	15'892	2.1%	15'561	
SO	4'449'153	17'650	4'492'693	17'732	-2.5%	4'458'564	17'297	4'466'803	17'558	0.3%	17'499	
BS	4'401'934	22'919	4'503'203	23'257	1.8%	4'465'168	23'677	4'456'768	23'282	1.3%	22'989	
BL	6'404'586	23'622	6'535'450	23'983	-5.0%	6'294'539	22'775	6'411'525	23'456	-0.6%	23'601	
SH	1'239'458	16'375	1'269'588	16'682	-4.3%	1'237'632	15'965	1'248'893	16'338	-0.8%	16'472	
AR	925'874	17'575	951'184	18'087	-5.7%	910'569	17'058	929'209	17'571	-0.2%	17'610	
AI	292'314	18'838	273'126	17'272	1.9%	277'451	17'603	280'964	17'899	-0.7%	18'018	
SG	7'386'921	15'574	7'540'609	15'802	-2.3%	7'470'498	15'437	7'466'009	15'604	0.0%	15'609	
GR	3'317'829	17'036	3'424'468	17'525	-7.4%	3'268'765	16'223	3'337'021	16'921	-0.6%	17'022	
AG	11'366'272	19'046	11'673'645	19'317	-3.0%	11'600'601	18'745	11'546'839	19'033	-0.1%	19'054	
TG	4'074'225	16'693	4'161'203	16'857	-2.7%	4'138'551	16'395	4'124'660	16'646	-0.1%	16'666	
TI	6'234'367	18'690	6'353'706	18'860	-2.8%	6'188'314	18'328	6'258'796	18'625	0.3%	18'568	
VD	14'696'198	20'848	15'487'331	21'616	-2.8%	15'287'260	21'008	15'156'930	21'158	-0.6%	21'276	
VS	4'669'383	15'301	4'776'054	15'440	-7.7%	4'599'923	14'258	4'681'787	14'988	-1.4%	15'204	
NE	2'723'158	15'808	2'734'328	15'862	-2.3%	2'693'122	15'505	2'716'869	15'725	-1.2%	15'912	
GE	12'278'279	27'064	12'629'665	27'503	-6.5%	11'897'754	25'707	12'268'566	26'754	-1.6%	27'196	
JU	891'269	12'972	924'737	13'429	-5.7%	894'269	12'668	903'425	13'020	-0.5%	13'091	
CH	158'381'759	20'302	162'652'359	20'648	-0.3%	164'431'392	20'584	161'821'837	20'512	0.7%	20'374	

2.1.2 Revenus déterminants imposés à la source en 2015

Des accords sur l'imposition des frontaliers ont été conclus avec tous les pays voisins de la Suisse. Le tableau 2a présente séparément les revenus déterminants pour l'imposition à la source selon chacun des accords en vigueur.

Il ressort du tableau 2b que, dans tous les cantons, les revenus déterminants imposés à la source augmentent en 2015 par rapport à 2014. Au total, la hausse des revenus déterminants imposés à la source est de 6,7 %. Les cantons qui connaissent la plus forte croissance sont Glaris (+22,6 %), Genève (+10,4 %) et Nidwald (+9,8 %). La croissance enregistrée dans ces cantons est principalement imputable à la catégorie des «étrangers résidents et des conseils d'administration étrangers» et, dans le cas de Genève, à toutes les catégories importantes.

En moyenne cantonale, une part de quelque 5 % du potentiel de ressources provient des revenus déterminants imposés à la source, les valeurs étant comprises entre environ 2 % (NW, SZ) et 11 % (GE; voir l'illustration 1).

Tableau 2a Calcul des revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2015

en CHF 1'000

	Etrangers établis dans la région et conseillers d'administration étrangers	Frontaliers imposés entièrement	Frontaliers assujettis de manière limitée					Somme	Somme par habitant (en CHF)
			autrichiens	allemands	français imposés par le canton de Genève	français imposés par la France	italiens		
ZH	1'748'386	17'055	0	55'905	0	0	0	1'821'346	1'318
BE	570'278	24'772	138	1'659	0	12'918	0	609'765	620
LU	252'380	4'801	57	639	0	0	0	257'877	686
UR	28'631	0	1'242	0	0	0	0	29'873	851
SZ	102'749	18'018	594	203	0	0	0	121'564	834
OW	28'151	941	15	14	0	0	0	29'121	824
NW	25'286	397	657	38	0	0	0	26'378	650
GL	34'165	88	1'357	18	0	0	0	35'629	920
ZG	213'717	8'296	954	498	0	0	0	223'465	1'981
FR	201'932	0	836	12	0	0	0	202'781	728
SO	140'673	3'979	232	4'055	0	9'755	0	158'693	624
BS	267'872	41'934	253	152'483	0	189'635	0	652'177	3'407
BL	146'811	23'298	319	73'359	0	113'890	0	357'678	1'309
SH	105'749	5'262	103	39'090	0	0	0	150'205	1'965
AR	36'300	1'051	3'094	484	0	0	0	40'929	774
AI	6'687	557	897	81	0	0	0	8'222	524
SG	333'132	16'947	110'198	8'038	0	0	0	468'315	979
GR	291'319	61'229	4'880	0	0	0	11'121	368'549	1'869
AG	397'956	65'265	466	91'945	0	0	0	555'632	916
TG	205'294	11'455	3'929	29'474	0	0	0	250'152	1'010
TI	277'504	116'006	3'374	0	0	0	427'857	824'741	2'454
VD	1'013'506	0	0	0	0	190'558	0	1'204'064	1'681
VS	362'659	2'283	0	33	0	8'691	8'738	382'404	1'224
NE	128'952	4'061	4	13	0	90'270	0	223'300	1'292
GE	797'711	83'509	282	0	1'339'100	0	0	2'220'601	4'842
JU	26'881	1'608	0	61	0	46'638	0	75'188	1'084
CH	7'744'679	512'812	133'880	458'105	1'339'100	662'355	447'716	11'298'646	1'432

Tableau 2b Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2015 et comparaison avec 2014

	Revenus déterminants pour l'imposition à la source									
	Années de calcul					Années de référence				
	2009	Diff. 10 / 09	2010	Diff. 11 / 10	2011	2015	Diff. 15 / 14	2014		
	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab.	en CHF par hab.	
ZH	1'671'979	7.7%	1'823'482	1'318	1'968'578	1'821'346	1'318	1'232		
BE	596'395	0.4%	601'181	611	631'717	609'765	620	594		
LU	243'167	5.4%	259'155	691	271'308	257'877	686	657		
UR	31'659	-9.4%	28'660	825	29'299	29'873	851	808		
SZ	107'362	14.4%	124'090	855	133'239	121'564	834	791		
OW	26'078	11.7%	29'592	841	31'692	29'121	824	765		
NW	23'053	574	26'647	662	29'433	26'378	650	591		
GL	26'396	690	34'947	909	45'545	35'629	920	751		
ZG	199'136	1'792	209'571	1'873	261'688	223'465	1'981	1'818		
FR	183'821	671	195'779	703	228'743	202'781	728	666		
SO	155'165	616	158'418	625	162'497	158'693	624	604		
BS	648'464	3'376	639'269	3'302	668'797	652'177	3'407	3'263		
BL	349'195	1'288	359'013	1'317	364'826	357'678	1'309	1'281		
SH	140'372	1'855	148'598	1'953	161'643	150'205	1'965	1'844		
AR	39'737	754	40'635	773	42'414	40'929	774	737		
AI	8'106	522	8'209	519	8'351	8'222	524	523		
SG	444'050	936	466'662	978	494'233	468'315	979	943		
GR	352'459	1'810	372'422	1'906	380'766	368'549	1'869	1'801		
AG	531'998	891	561'053	928	573'845	555'632	916	869		
TG	228'573	937	247'969	1'005	273'914	250'152	1'010	934		
TI	757'659	2'271	826'982	2'455	889'581	824'741	2'454	2'281		
VD	1'179'145	1'673	1'182'710	1'651	1'250'337	1'204'064	1'681	1'573		
VS	353'539	1'158	385'390	1'246	408'283	382'404	1'224	1'162		
NE	221'627	1'287	215'904	1'253	232'368	223'300	1'292	1'215		
GE	1'992'876	4'393	2'149'952	4'682	2'518'974	2'220'601	4'842	4'388		
JU	70'446	1'025	73'988	1'074	81'129	75'188	1'084	1'066		
CH	10'582'457	1'357	11'170'280	1'418	12'143'200	11'298'646	1'432	1'342		

2.1.3 Fortunes déterminantes en 2015

La fortune nette de chaque canton est pondérée par un facteur alpha uniforme. En vertu de l'art. 13, al. 4, OPFCC, le facteur alpha doit être recalculé pour chaque période de quatre ans. Grâce à ce facteur, le potentiel de ressources enregistre non pas la fortune nette totale des personnes physiques, mais seulement son augmentation de valeur moyenne. Pour la deuxième période de quatre, on applique un facteur alpha de 0,8 %. Ce facteur est utilisé pour toutes les années de calcul de l'année de référence 2015.

Le tableau 3 fournit les détails relatifs aux fortunes déterminantes en 2015. Par rapport à l'année précédente, les fortunes ont augmenté dans presque tous les cantons, les taux de croissance les plus élevés étant enregistrés par Uri (+12,6 %), Schwyz (+9,6 %) et Zoug (+8,2 %). Seul le canton de Soleure voit sa fortune déterminante diminuer (-1,1 %). Pour toute la Suisse, les fortunes déterminantes progressent de 3,5 % en 2015 par rapport à 2014.

En moyenne cantonale, une part de quelque 5 % du potentiel de ressources provient des revenus déterminants, cette part oscillant toutefois entre 3 % environ (NE, SO) et 11 % (NW; voir illustration 1).

Tableau 3 Fortunes déterminantes des personnes physiques en 2015 et comparaison avec 2014

	Fortunes déterminantes des personnes physiques									
	Années de calcul					Années de référence				
	2009	Diff. 10 / 09	2010	Diff. 11 / 10	2011	2015	Diff. 15 / 14	2014		
	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab.		
ZH	2'633'813	1'927	2'743'501	1'983	2'802'331	2'726'548	1'973	1'885		
BE	1'165'801	1'190	1'185'780	1'206	1'146'869	1'166'150	1'185	1'176		
LU	442'182	1'192	456'344	1'216	502'220	466'915	1'241	1'175		
UR	33'161	954	34'445	991	44'419	37'342	1'064	945		
SZ	604'964	4'210	635'644	4'377	682'222	640'943	4'396	4'011		
OW	54'575	1'574	57'968	1'647	63'397	58'646	1'659	1'558		
NW	178'952	4'456	185'855	4'619	191'996	185'601	4'570	4'348		
GL	47'596	1'244	49'391	1'285	50'107	49'031	1'266	1'233		
ZG	342'467	3'081	346'620	3'097	415'516	368'201	3'264	3'017		
FR	193'249	706	198'362	712	203'801	198'471	712	702		
SO	170'550	677	168'551	665	165'374	168'158	661	668		
BS	360'903	1'879	353'761	1'827	360'669	358'445	1'872	1'825		
BL	284'319	1'049	284'403	1'044	282'687	283'803	1'038	1'025		
SH	84'376	1'115	87'867	1'155	88'511	86'918	1'137	1'105		
AR	88'474	1'679	92'084	1'751	92'393	90'984	1'720	1'674		
AI	29'237	1'884	31'019	1'962	32'188	30'814	1'963	1'878		
SG	629'103	1'326	658'054	1'379	676'374	654'510	1'368	1'322		
GR	346'890	1'781	377'764	1'933	398'987	374'547	1'899	1'798		
AG	740'943	1'242	758'472	1'255	773'619	757'678	1'249	1'223		
TG	317'853	1'302	332'638	1'347	339'977	330'156	1'332	1'287		
TI	372'551	1'117	382'934	1'137	395'792	383'759	1'142	1'114		
VD	864'893	1'227	904'619	1'263	922'039	897'184	1'252	1'227		
VS	301'427	988	313'053	1'012	317'568	310'683	995	990		
NE	126'084	732	127'080	737	126'313	126'492	732	729		
GE	638'855	1'408	659'795	1'437	678'541	659'064	1'437	1'406		
JU	43'561	634	45'372	659	45'742	44'892	647	638		
CH	11'096'779	1'422	11'471'374	1'456	11'799'648	11'455'934	1'452	1'402		
									3.5%	

2.1.4 Bénéfices déterminants des personnes morales en 2015

Les bénéfices déterminants des personnes morales représentent environ un quart du potentiel de ressources (voir l'illustration 1). En vertu de l'art. 28, al. 2 ff, de la loi du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), les cantons imposent à un taux réduit les bénéfices réalisés à l'étranger par les sociétés à statut fiscal particulier. Cet élément est pris en compte dans le calcul du potentiel de ressources. Pour cette raison, nous présentons deux tableaux, le tableau 5a pour les bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial et le tableau 5b pour les bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial.

Les bénéfices déterminants des personnes morales dotées d'un statut fiscal spécial sont pondérés à l'aide de facteurs bêta. Identiques pour tous les cantons, ces facteurs servent à calculer le potentiel fiscalement exploitable. En vertu de l'art. 19, al. 3, OPFCC, les facteurs bêta sont fixés pour une période péréquative de quatre ans.

Tableau 4: Facteurs bêta de la deuxième période quadriennale

	Status	2012 - 2015		Total
		Facteur de base	Facteur de majoration	
Sociétés holding	2	0.0%	2.7%	2.7%
Sociétés de domicile	3	6.2%	2.6%	8.8%
Sociétés mixtes	4	10.0%	2.5%	12.5%

Dans le cas des sociétés holding, le facteur de base est 0 (cf. art. 28, al. 2, LHID). Pour les sociétés de domicile et les sociétés mixtes, le facteur de base correspond, dans chaque cas, au premier quartile des parts imposables des autres recettes de source étrangère des personnes morales de toute la Suisse assujetties en vertu de l'art. 28, al. 3 ou 4, LHID. Le calcul se fonde sur les années de base 2003 à 2007. Un facteur de majoration est utilisé en plus du facteur de base. Ce facteur tient compte du fait que les cantons ont droit à une part de 17 % à l'impôt fédéral direct, assimilable à des recettes fiscales propres. Les calculs correspondants sont définis à l'annexe 6 OPFCC.

Les bénéfices des personnes morales sont très volatils. Pour l'année de référence 2015, ils affichent, pour les personnes morales sans statut fiscal particulier, une progression de 1,6 % à l'échelle nationale par rapport à 2014. Cette hausse est due à la croissance, par rapport à 2010, des bénéfices des personnes morales en 2011 (+1,7 %). Au cours des années de calcul 2009 et 2010, les bénéfices des personnes morales sont restés pratiquement stables pour l'ensemble du pays (-0,1 %). En outre, l'année 2008, qui présentait des valeurs inférieures de 3,3 % à celles de 2009, n'était plus comprise dans la période de calcul.

Nidwald (+23,4 %) et Obwald (+12,0 %) sont les cantons qui enregistrent la plus forte croissance par rapport à 2014 (cf. tableau 5a). Les reculs les plus marqués s'observent dans les Grisons (-8,8%) et à Neuchâtel (-8,3 %). En moyenne cantonale, la part du bénéfice des personnes morales sans statut fiscal spécial au potentiel de ressources s'élève à environ 20 %, la fourchette étant comprise entre environ 13 % (SZ) et 30 % (SH; voir l'illustration 1).

Dans la plupart des cantons, le nombre de personnes morales bénéficiant d'un statut fiscal spécial est peu élevé, de sorte qu'un petit nombre de sociétés peuvent être à l'origine d'importantes variations de pourcentage. Le tableau 5b présente ces différences. Pour l'année de référence 2015, les bénéfices des personnes morales dotées d'un statut fiscal spécial diminuent, dans toute la Suisse, de 1,2 % par rapport à 2014.

Durant l'année de calcul 2010, les bénéfices des personnes morales dotées d'un statut fiscal spécial ont diminué de -7,1 % par rapport à 2009 et de -7,9 % en 2011 par rapport à 2010. L'année de calcul 2008 - qui présentait une baisse des bénéfices de 11,3 % par rapport à 2009 - n'étant plus prise en compte, il en résulte, pour l'année de référence 2015 et pour toute la Suisse, une somme des bénéfices déterminants presque aussi élevée que pour 2014.

Pour 2015, 15 cantons enregistrent un recul par rapport à 2014, en particulier le Tessin (-28,3 %), Appenzell Rhodes-Extérieures (-27,6 %) et Schaffhouse (-23,0 %). Les taux de croissance les plus élevés s'observent dans les cantons du Valais (+ 51,2 %), d'Appenzell-Intérieures (+40,5 %) et de Neuchâtel (+18,1 %). En moyenne cantonale, une part de quelque 4 % du potentiel de ressources provient des bénéfices des personnes morales avec statut fiscal spécial. Cette part oscille entre 0.1 % environ (SZ) et environ 18 % (BS; voir illustration 1).

Tableau 5a Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial en 2015 et comparaison avec 2014

	Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial									
	Années de calcul					Années de référence				
	2009	Diff. 10 / 09	2010	Diff. 11 / 10	2011	2015	Diff. 15 / 14	2014		
	en CHF 1'000	par hab. (en %)	en CHF 1'000	par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF 1'000	par hab. (en %)	en CHF par hab.		
ZH	10'458'083	7'651 3.6%	10'971'641	7'929 -0.2%	11'037'003	10'822'242	7'833 5.7%	7'413		
BE	4'990'345	5'095 -13.0%	4'357'059	4'430 5.0%	4'604'726	4'650'710	4'725 0.8%	4'689		
LU	1'695'708	4'571 17.0%	2'006'853	5'349 -0.4%	2'035'843	1'912'801	5'086 6.2%	4'787		
UR	125'541	3'610 8.5%	136'180	3'919 4.3%	146'157	135'959	3'874 3.7%	3'738		
SZ	829'728	5'774 15.4%	967'922	6'666 2.4%	1'013'790	937'147	6'427 8.3%	5'932		
OW	192'141	5'542 2.3%	199'523	5'668 14.0%	233'630	208'431	5'898 12.0%	5'267		
NW	183'847	4'577 7.0%	197'152	4'900 65.1%	335'049	238'683	5'877 23.4%	4'765		
GL	125'169	3'272 24.0%	156'012	4'058 -0.6%	159'325	146'835	3'791 6.7%	3'553		
ZG	1'899'608	17'090 6.2%	2'030'423	18'142 3.5%	2'166'666	2'032'233	18'014 3.0%	17'487		
FR	1'530'843	5'590 -21.9%	1'216'549	4'367 24.0%	1'535'972	1'427'788	5'122 6.3%	4'820		
SO	1'269'617	5'037 10.2%	1'406'308	5'550 -17.9%	1'174'095	1'283'340	5'044 -1.8%	5'137		
BS	1'567'442	8'161 -0.4%	1'574'444	8'131 -10.4%	1'374'349	1'505'412	7'864 0.6%	7'817		
BL	1'145'975	4'227 2.4%	1'179'417	4'328 -4.2%	1'145'633	1'157'008	4'233 1.4%	4'175		
SH	702'173	9'277 -3.3%	683'010	8'974 5.5%	733'966	706'383	9'241 6.0%	8'715		
AR	299'230	5'680 3.6%	309'612	5'887 -1.9%	308'401	305'748	5'782 3.3%	5'595		
AI	65'920	4'248 19.0%	79'925	5'054 -7.1%	73'972	73'272	4'668 -3.0%	4'813		
SG	2'590'574	5'462 5.6%	2'753'495	5'770 3.7%	2'895'746	2'746'605	5'740 0.7%	5'701		
GR	754'454	3'874 -2.6%	737'652	3'775 1.7%	773'206	755'104	3'829 -8.8%	4'198		
AG	3'781'144	6'336 -11.6%	3'386'009	5'603 11.9%	3'878'393	3'681'849	6'069 4.8%	5'788		
TG	1'069'870	4'383 10.5%	1'195'210	4'842 1.8%	1'243'932	1'169'671	4'721 0.5%	4'698		
TI	2'627'288	7'876 -11.8%	2'339'786	6'945 -4.9%	2'230'497	2'399'190	7'140 -3.0%	7'362		
VD	4'031'372	5'719 -10.5%	3'668'758	5'121 -1.6%	3'667'881	3'789'337	5'290 -5.2%	5'577		
VS	1'050'098	3'441 16.4%	1'239'390	4'007 -10.4%	1'158'117	1'149'202	3'679 1.4%	3'628		
NE	944'073	5'480 19.9%	1'132'897	6'572 16.8%	1'333'027	1'136'666	6'579 -8.3%	7'172		
GE	3'735'598	8'234 10.2%	4'165'622	9'071 0.6%	4'223'664	4'041'628	8'814 -1.4%	8'940		
JU	250'280	3'643 7.2%	268'790	3'903 35.2%	372'640	297'237	4'284 9.6%	3'909		
CH	47'916'121	6'142 -0.1%	48'359'638	6'139 1.7%	49'855'679	48'710'479	6'174 1.6%	6'075		

Tableau 5b Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial en 2015 et comparaison avec 2014

	Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial									
	Années de calcul					Années de référence				
	2009	Diff. 10 / 09	2010	Diff. 11 / 10	2011	2015	Diff. 15 / 14	2014		
	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab.	en CHF par hab.
ZH	594'843	435	399'661	289	575'805	413	523'437	379	352	352
BE	157'786	161	916'214	932	104'420	106	392'807	399	437	437
LU	151'151	407	74'325	198	136'699	358	120'725	321	316	316
UR	1'251	36	667	19	1'137	32	1'018	29	26	26
SZ	183'795	1'279	86'683	597	108'179	728	126'219	866	1'066	1'066
OW	4'319	125	4'561	130	5'450	151	4'776	135	126	126
NW	16'863	420	18'648	463	11'557	279	15'689	386	403	403
GL	14'514	379	37'417	973	6'239	158	19'390	501	546	546
ZG	1'138'811	10'246	1'068'768	9'550	1'238'779	10'737	1'148'786	10'183	10'482	10'482
FR	346'782	1'266	334'735	1'202	394'463	1'390	358'660	1'287	1'190	1'190
SO	15'812	63	19'498	77	16'261	63	17'190	68	82	82
BS	1'765'493	9'192	1'456'981	7'525	1'277'957	6'777	1'500'144	7'837	8'465	8'465
BL	261'274	964	277'304	1'018	153'683	556	230'754	844	838	838
SH	245'824	3'248	182'797	2'402	152'108	1'962	193'576	2'532	3'291	3'291
AR	7'919	150	4'835	92	2'312	43	5'022	95	131	131
AI	8'098	522	2'260	143	10'152	644	6'837	436	310	310
SG	332'399	701	173'036	363	200'715	415	235'383	492	423	423
GR	36'326	187	34'482	176	27'070	134	32'626	165	183	183
AG	33'463	56	38'785	64	22'162	36	31'470	52	58	58
TG	14'838	61	10'884	44	10'831	43	12'184	49	51	51
TI	310'786	932	133'135	395	74'427	220	172'783	514	717	717
VD	2'458'940	3'488	2'388'961	3'334	2'178'704	2'994	2'342'202	3'270	3'112	3'112
V5	4'117	13	4'197	14	9'897	31	6'070	19	13	13
NE	353'548	2'052	366'635	2'127	532'522	3'066	417'568	2'417	2'046	2'046
GE	1'203'780	2'653	1'029'615	2'242	1'218'925	2'634	1'150'773	2'509	2'534	2'534
JU	8'931	130	11'455	166	9'908	140	10'098	146	159	159
CH	9'671'663	1'240	9'076'540	1'152	8'480'364	1'062	9'076'189	1'150	1'164	1'164

2.1.5 Répartitions fiscales déterminantes en 2015

Pour le potentiel de ressources, les répartitions fiscales déterminantes n'ont qu'une portée minimale. Leur part se situe entre - 1 % (ZH) et + 1 % (TI). Les forts taux de fluctuation sont dus au fait que les cantons ne calculent pas tous régulièrement leurs répartitions fiscales. Le tableau 6 présente les répartitions fiscales déterminantes pour l'année de référence 2015.

Tableau 6 Répartitions fiscales déterminantes en 2015 et comparaison avec 2014

Répartitions fiscales déterminantes												
	Années de calcul						Années de référence					
	2009		Diff. 10 / 09	2010		Diff. 11 / 10	2011		2015		Diff. 15 / 14	2014
	<i>en CHF en CHF 1'000</i>	<i>par hab.</i>	<i>par hab. (en %)</i>	<i>en CHF en CHF 1'000</i>	<i>par hab.</i>	<i>par hab. (en %)</i>	<i>en CHF en CHF 1'000</i>	<i>par hab.</i>	<i>en CHF en CHF 1'000</i>	<i>par hab.</i>	<i>par hab. (en %)</i>	<i>en CHF par hab.</i>
ZH	-713'961	-522	-7%	-674'766	-488	-90%	-69'473	-50	-486'067	-352	-28%	-491
BE	-36'374	-37	-160%	21'758	22	-246%	-32'077	-32	-15'564	-16	-87%	-126
LU	36'731	99	-115%	-5'690	-15	132%	-13'455	-35	5'862	16	-40%	26
UR	4'214	121	14%	4'790	138	-42%	2'878	80	3'961	113	-30%	161
SZ	-6'544	-46	21%	-8'002	-55	-140%	3'234	22	-3'771	-26	-34%	-39
OW	384	11	210%	1'208	34	127%	2'813	78	1'468	42	-40%	69
NW	2'485	62	141%	5'987	149	-38%	3'846	93	4'106	101	10%	92
GL	4'360	114	311%	18'027	469	-71%	5'311	134	9'232	238	-10%	266
ZG	9'974	90	48%	14'823	132	-66%	5'146	45	9'981	88	-10%	98
FR	-4'420	-16	269%	-16'571	-59	172%	-45'882	-162	-22'291	-80	352%	-18
SO	10'606	42	374%	50'569	200	-67%	16'931	66	26'035	102	-23%	133
BS	-23'847	-124	-27%	-17'575	-91	170%	-46'276	-245	-29'232	-153	7904%	-2
BL	-29'954	-110	-44%	-16'870	-62	147%	-42'273	-153	-29'699	-109	68%	-64
SH	9'826	130	2%	10'030	132	-100%	-36	0	6'607	86	-34%	131
AR	-391	-7	-651%	2'154	41	-348%	-5'431	-102	-1'223	-23	-334%	10
AI	-745	-48	174%	-2'083	-132	-151%	1'059	67	-589	-38	14%	-33
SG	33'366	70	64%	54'959	115	-40%	33'501	69	40'609	85	-38%	138
GR	94'765	487	-47%	50'751	260	-6%	49'124	244	64'880	329	-47%	623
AG	-19'314	-32	-574%	92'795	154	-10%	85'990	139	53'157	88	28%	69
TG	15'413	63	65%	25'665	104	-194%	-24'560	-97	5'506	22	-65%	63
TI	185'785	557	-7%	174'150	517	-81%	32'952	98	130'962	390	-30%	559
VD	92'341	131	-21%	74'397	104	-105%	-3'822	-5	54'305	76	-51%	155
VS	118'721	389	-49%	60'951	197	-48%	33'336	103	71'003	227	-42%	391
NE	78'692	457	4%	82'103	476	-91%	7'216	42	56'004	324	1%	322
GE	130'136	287	-37%	83'313	181	-59%	34'497	75	82'649	180	-2%	184
JU	9'725	142	-24%	7'404	108	-60%	3'027	43	6'719	97	-24%	127
CH	1'973	0	4631%	94'277	12	-61%	37'576	5	44'609	6	-36%	9

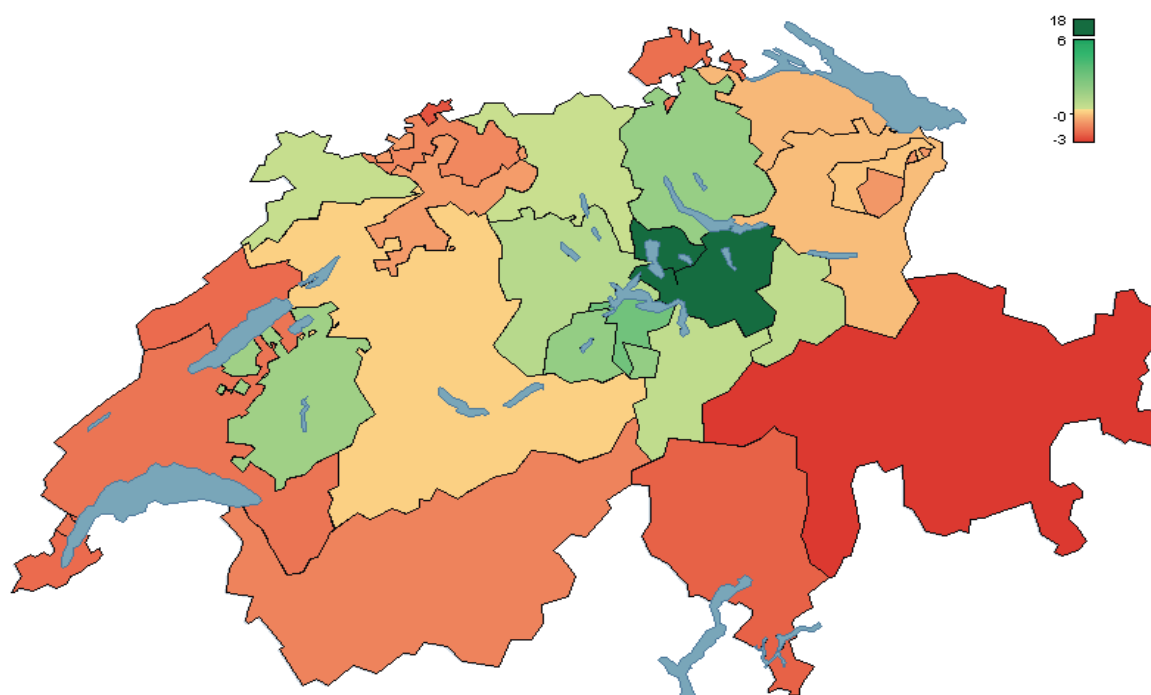
+: solde; plus d'afflux d'autres cantons que de fonds versés à d'autres cantons

-: solde; plus de fonds versés à d'autres cantons que d'afflux d'autres cantons

2.2 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2015

Le potentiel de ressources des cantons correspond à la somme de leurs revenus, fortunes et bénéfices déterminants pour l'année de référence, compte tenu des répartitions fiscales intercantionales. Entre 2014 et 2015, le potentiel de ressources de l'ensemble des cantons s'est accru de 2,4 % et celui des cantons à fort potentiel de ressources de 2,9 %. Cependant, tous les cantons n'affichent pas une augmentation de leur potentiel de ressources. Parmi les cantons à fort potentiel de ressources, seul Bâle-Ville enregistre un recul de ce potentiel par rapport à 2014 (-0,9 %). Du côté des cantons à faible potentiel de ressources, les Grisons (-1,0 %), Neuchâtel (-0,7 %) et le Tessin (-0,5 %) présentent également une diminution de leurs potentiels de ressources par rapport à 2014. Les cantons présentant la croissance la plus importante du potentiel de ressources sont les cantons de Zoug (+10,1 %), de Schwyz (+7,3 %) et d'Obwald (+5,5 %). L'indice des ressources s'obtient en rapportant le potentiel de ressources par habitant d'un canton à la moyenne suisse correspondante. Les valeurs pour 2015 et la comparaison avec 2014 (indice des ressources) ressortent du tableau 7. La figure 2 donne une vue d'ensemble graphique des variations de l'indice des ressources entre 2014 et 2015.

Figure 2 Variations de l'indice des ressources, en points; 2014–2015



Le canton du Tessin présente à nouveau un indice des ressources inférieur à 100 points et réintègre le groupe des cantons à faible potentiel de ressources. Le canton présentant la plus forte augmentation d'indice des ressources est le canton de Zoug (+17,6 points d'indice). Il est suivi de Schwyz (+7,0 points d'indice) et de Nidwald (+3,2 points d'indice). Les reculs les plus importants sont enregistrés par les cantons des Grisons (-3,0 points d'indice), de Bâle-Ville (-2,5 points), du Tessin (-2,3 points) ainsi que de Neuchâtel et Genève (-2,0 points d'indice chacun).

Tableau 7 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2015 et comparaison avec 2014

	2009	2010	2011	2015			2014		Diff. IR 2015 / 2014
	AFA <i>en CHF 1'000</i>	AFA <i>en CHF 1'000</i>	AFA <i>en CHF 1'000</i>	PR <i>en CHF 1'000</i>	Population déterminante <i>(Moyenne 09 - 11)</i>	PR par hab. <i>en CHF</i>	IR <i>Points</i>	PR par hab. <i>en CHF</i>	RI <i>Points</i>
ZH	48'888'053	50'510'481	52'758'534	50'719'022	1'381'674	36'708	119.5	35'726	117.7
BE	22'426'093	22'992'787	22'027'199	22'482'026	984'240	22'842	74.3	22'616	74.5
LU	8'909'055	9'292'835	9'412'611	9'204'834	376'119	24'473	79.6	23'957	78.9
UR	645'989	671'559	676'079	664'542	35'094	18'936	61.6	18'585	61.2
SZ	7'070'490	7'180'411	8'051'524	7'434'142	145'814	50'984	165.9	48'239	158.9
OW	893'247	958'290	978'623	943'387	35'341	26'694	86.9	25'802	85.0
NW	1'544'489	1'571'755	1'768'479	1'628'241	40'610	40'094	130.5	38'648	127.3
GL	762'036	870'447	828'081	820'188	38'735	21'174	68.9	20'774	68.4
ZG	8'112'707	8'267'272	10'806'633	9'062'204	112'815	80'328	261.4	74'019	243.8
FR	6'522'160	6'375'103	6'887'998	6'595'087	278'734	23'661	77.0	22'922	75.5
SO	6'070'902	6'296'037	5'993'722	6'120'220	254'407	24'057	78.3	24'123	79.4
BS	8'720'390	8'510'084	8'100'664	8'443'713	191'426	44'109	143.6	44'356	146.1
BL	8'415'395	8'618'716	8'199'095	8'411'069	273'338	30'772	100.1	30'855	101.6
SH	2'422'029	2'381'892	2'373'824	2'392'582	76'439	31'301	101.9	31'558	103.9
AR	1'360'844	1'400'504	1'350'656	1'370'668	52'884	25'919	84.4	25'757	84.8
AI	402'931	392'456	403'173	399'520	15'697	25'452	82.8	25'509	84.0
SG	11'416'413	11'646'815	11'771'066	11'611'432	478'482	24'267	79.0	24'136	79.5
GR	4'902'723	4'997'538	4'897'918	4'932'726	197'216	25'012	81.4	25'624	84.4
AG	16'434'505	16'510'759	16'934'610	16'626'625	606'660	27'407	89.2	27'060	89.1
TG	5'720'772	5'973'570	5'982'646	5'892'329	247'785	23'780	77.4	23'699	78.0
TI	10'488'437	10'210'693	9'811'563	10'170'231	336'034	30'265	98.5	30'601	100.8
VD	23'322'889	23'706'775	23'302'399	23'444'021	716'362	32'727	106.5	32'920	108.4
VS	6'497'285	6'779'035	6'527'124	6'601'148	312'372	21'132	68.8	21'387	70.4
NE	4'447'182	4'658'946	4'924'569	4'676'899	172'778	27'069	88.1	27'397	90.2
GE	19'979'524	20'717'962	20'572'354	20'423'280	458'569	44'537	144.9	44'647	147.0
JU	1'274'211	1'331'746	1'406'715	1'337'557	69'388	19'276	62.7	18'990	62.5
CH	237'650'752	242'824'467	246'747'859	242'407'693	7'889'010	30'727	100.0	30'366	100.0

2.3 Péréquation des ressources en 2015 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources

Conformément à l'art. 5, al. 1, PFCC, le Parlement fixe tous les quatre ans les contributions de base à la péréquation verticale et à la péréquation horizontale des ressources. L'art. 5, al. 2, PFCC prescrit en outre que, durant les années intermédiaires, la contribution de base des cantons à fort potentiel de ressources doit être adaptée en fonction de l'évolution de leur potentiel de ressources, et celle de la Confédération en fonction de l'évolution du potentiel de ressources de tous les cantons. Il s'ensuit que, en 2015, la contribution de la Confédération (péréquation verticale des ressources) augmente de 2,4 % par rapport à l'année de référence 2014 et celle des cantons à fort potentiel de ressources (péréquation horizontale des ressources) de 2,9 %. En vertu de l'art. 24 OPFCC, la part des cantons à fort potentiel de ressources durant l'année concernée est adaptée en fonction de l'évolution de la somme des potentiels de ressources des cantons à fort potentiel de ressources par rapport à l'année précédente (soit en 2015, TI exclus).

L'indice des ressources détermine directement les montants versés ou perçus par les cantons au titre de la péréquation des ressources. Les cantons affichant un indice supérieur à 100 points sont contributeurs, leur apport à la péréquation horizontale dépendant de leur potentiel de ressources et de leur population. Quant à ceux dont l'indice est inférieur à 100 points, ils sont réputés cantons à faible potentiel de ressources et bénéficient des versements provenant des péréquations horizontale et verticale des ressources. Les montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources sont progressifs. Ainsi, le paiement supplémentaire par habitant augmente à chaque point d'écart de l'indice des ressources par rapport à la moyenne suisse. Les sommes versées ou perçues en 2015 ressortent du tableau 8.

Pour l'année de référence 2015, comme mentionné précédemment, le canton du Tessin redevient un canton à faible potentiel de ressources. Son indice restant toutefois proche de 100 (98,5), ce changement n'a que de faibles répercussions sur les paiements compensatoires de la péréquation des ressources.

On observe, parmi les cantons à fort potentiel de ressources, que Zoug et Schwyz subissent un important surcroît de charges par habitant par rapport à 2014 (+292 fr./ hab. et +117 fr./ hab.), tandis que Bâle-Ville et Genève sont moins mises à contribution (-48 fr./ hab. et -40 fr./hab.). Pour les autres cantons à fort potentiel de ressources, les variations par habitant de 2014 à 2015 oscillent entre -36 fr./hab. (SH) et +53 fr./hab. (NW) (cf. tableau 8).

Quant aux cantons à faible potentiel de ressources, ceux qui bénéficient des augmentations les plus importantes au niveau des paiements compensatoires sont les cantons des Grisons (+157 fr./ hab.), du Valais (+115 fr./hab.), de Neuchâtel (+87 fr./ hab.). En revanche, les paiements compensatoires diminuent pour les cantons de Fribourg (-111 fr. /hab.), d'Obwald (-105 fr. /hab.) et de Lucerne (-57 fr./ hab.).

Tableau 8 Péréquation des ressources en 2015 et comparaison avec 2014

	Péréquation des ressources en 2015 et comparaison avec 2014										Taux fiscal standardisé en 2015: 27.7%			
	Péréquation des ressources 2015										Péréquation des ressources 2014			
	horizontale					verticale					IR 2014		Indice RFS après PR	
	IR 2015	Montants versés	perçus	en CHF 1'000	en CHF 1'000	perçus	en CHF 1'000	en CHF 1'000	Total	Indice RFS après PR	IR 2014	Total	Indice RFS après PR	Diff. PR 2015 / 2014
	Points	en CHF 1'000	0	0	0	0	0	0	en CHF 1'000	Points	Points	en CHF 1'000	Points	en CHF 1'000 par hab.
ZH	119.5	465'182	0	0	0	0	0	0	465'182	115.5	117.7	419'288	114.0	45'894 30
BE	74.3	0	464'759	680'550	1'145'309	88.0	88.0	88.0	-1'140'606	88.2	74.5	-1'140'606	88.2	-4'703 1
LU	79.6	0	124'824	182'781	-307'605	89.3	89.3	89.3	-307'605	89.3	78.9	-324'549	89.2	16'944 57
UR	61.6	0	30'565	44'757	-75'323	86.8	86.8	86.8	-75'323	86.8	61.2	-75'980	87.0	658 42
SZ	165.9	166'264	0	0	0	0	0	0	166'264	152.5	158.9	147'024	146.8	19'241 117
OW	86.9	0	6'017	8'810	-14'827	91.8	91.8	91.8	-14'827	91.8	85.0	-18'200	91.2	3'373 105
NW	130.5	21'413	0	0	0	0	0	0	21'413	124.3	127.3	19'021	121.7	2'392 53
GL	68.9	0	24'492	35'864	-60'357	87.2	87.2	87.2	-60'357	87.2	68.4	-61'486	87.3	1'129 48
ZG	261.4	314'985	0	0	0	0	0	0	314'985	228.6	243.8	277'856	214.3	37'129 292
FR	77.0	0	111'393	163'113	-274'506	88.6	88.6	88.6	-274'506	88.6	75.5	-300'131	88.4	25'625 111
SO	78.3	0	93'131	136'372	-229'503	88.9	88.9	88.9	-229'503	88.9	79.4	-211'971	89.3	-17'532 -61
BS	143.6	144'200	0	0	0	0	0	0	144'200	134.7	146.1	153'876	136.6	-9'677 -48
BL	100.1	684	0	0	0	0	0	0	684	100.1	101.6	7'584	101.3	-6'900 -25
SH	101.9	2'467	0	0	0	0	0	0	2'467	101.5	103.9	5'162	103.1	-2'696 -36
AR	84.4	0	11'766	17'229	-28'995	90.8	90.8	90.8	-28'995	90.8	84.8	-28'022	91.1	-973 -15
AI	82.8	0	4'021	5'888	-9'909	90.2	90.2	90.2	-9'909	90.2	84.0	-8'931	90.8	-978 -55
SG	79.0	0	166'821	244'278	-411'099	89.1	89.1	89.1	-411'099	89.1	79.5	-397'460	89.4	-13'640 -21
GR	81.4	0	57'068	83'565	-140'633	89.8	89.8	89.8	-140'633	89.8	84.4	-108'073	90.9	-32'560 -157
AG	89.2	0	76'828	112'499	-189'327	92.9	92.9	92.9	-189'327	92.9	89.1	-192'622	92.9	3'295 11
TG	77.4	0	96'496	141'301	-237'797	88.7	88.7	88.7	-237'797	88.7	78.0	-226'445	89.0	-11'352 -31
TI	98.5	0	2'115	3'097	-5'212	98.7	98.7	98.7	-5'212	98.7	100.8	4'499	100.6	-9'711 -29
VD	106.5	80'619	0	0	0	0	0	0	80'619	105.2	108.4	102'962	106.7	-22'343 -34
VS	68.8	0	198'829	291'147	-489'975	87.2	87.2	87.2	-489'975	87.2	70.4	-443'655	87.6	-46'320 -115
NE	88.1	0	25'358	37'132	-62'490	92.3	92.3	92.3	-62'490	92.3	90.2	-47'232	93.5	-15'258 -87
GE	144.9	356'471	0	0	0	0	0	0	356'471	135.8	147.0	370'681	137.4	-14'210 -40
JU	62.7	0	57'803	84'641	-142'443	86.9	86.9	86.9	-142'443	86.9	62.5	-142'600	87.0	156 23
CH	100.0	1'552'285	1'552'285	2'273'025	-2'273'025	100.0	100.0	100.0	-2'273'025	100.0	100.0	-2'220'010	100.0	-53'015 -5

IR = Indice des ressources; RFS = Recettes fiscales standardisées

Les recettes fiscales standardisées (RFS) sont une notion technique désignant les ressources propres déterminantes au sens de l'art. 6, al. 3, PFCC. Il s'agit d'un paramètre permettant de juger de l'effet compensatoire de la péréquation des ressources. Les RFS d'un canton correspondent aux recettes fiscales qu'il réaliserait à la condition qu'il exploite son potentiel de ressources en appliquant un taux d'imposition proportionnel et unique pour tous les cantons. Pour juger de l'effet péréquatif, les montants de la péréquation tant horizontale que verticale des ressources sont ajoutés aux valeurs cantonales des RFS ou en sont soustraits. On obtient ainsi les «RFS après péréquation des ressources», lesquelles servent à calculer l'«indice des RFS après la péréquation».

La colonne intitulée «Indice des RFS après la péréquation» du tableau 8 revêt une grande importance pour la péréquation des ressources. Elle indique dans quelle mesure la péréquation des ressources peut accroître l'indice des recettes fiscales standardisées (RFS, cf. encadré) du canton au plus faible potentiel de ressources (de nouveau Uri pour l'année de référence 2015). En vertu de l'art. 6 PFCC, le but visé est de porter l'indice du canton présentant le potentiel de ressources le plus faible à au moins 85 points par le biais de la péréquation des ressources et de la compensation des cas de rigueur. En 2015, l'indice RFS après péréquation du canton d'Uri s'élève à 86,8 points et celui du Jura à 86,9 points. Ainsi, en 2015, tous les cantons à faible potentiel de ressources atteignent largement la valeur-cible visée.

Dans son deuxième rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la péréquation financière publié en mars 2014, le Conseil fédéral propose pour la troisième période quadriennale un ajustement de la dotation de la péréquation des ressources au vu du dépassement de l'objectif de 85 % durant la période de 2012 à 2015. Selon le Conseil fédéral, le montant de la réduction doit être fixé en fonction de l'écart moyen par rapport à l'objectif de dotation minimale de la deuxième période quadriennale. Lors de l'élaboration du rapport sur l'efficacité, les chiffres de 2015 n'étaient pas encore connus, ainsi une réduction provisoire avait été déterminée sur la base des chiffres 2012 à 2014. Cette réduction provisoire s'élevait à 279 millions, soit 166 millions pour la péréquation verticale des ressources et 113 millions pour la péréquation horizontale. En incluant les chiffres de 2015 et selon la même méthode que celle utilisée dans le rapport sur l'efficacité, le montant effectif de la réduction de la dotation de la péréquation des ressources s'élève à 330 millions, soit 196 millions pour la dotation verticale et 134 millions pour la dotation horizontale. La contribution de base pour la troisième période quadriennale serait alors définie en fonction de l'adaptation ordinaire de la dotation effective en 2015, moins le montant de l'ajustement. Toutefois, le Conseil fédéral proposera le montant définitif de l'ajustement de la dotation dans le cadre de son message concernant la modification de PFCC ainsi que la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges pour la période de contribution 2016 à 2019. Dans ce contexte, le Conseil fédéral tiendra compte des résultats de la consultation sur son deuxième rapport sur l'évaluation de l'efficacité.

En vertu de l'art. 135, al. 3 Cst., la péréquation horizontale des ressources doit se situer entre deux tiers et 80 % des prestations de la Confédération (péréquation verticale). Les versements incombant en 2015 à l'ensemble des cantons à fort potentiel de ressources au titre de la péréquation horizontale s'élèvent à 68,3 % de la péréquation verticale, comme le montre le tableau 18 au chapitre 5. En 2014, le rapport était de 67,9 %.

Selon l'art. 5, al. 3 PFCC, les cantons à fort potentiel de ressources contribuent à la péréquation horizontale des ressources par le versement d'un pourcentage uniforme sur la part des RFS ou du potentiel de ressources (PR) qui dépasse la moyenne suisse (excédents respectifs des RFS et du potentiel de ressources). Comme le montre le tableau 9 aux lignes concernant les cantons à fort potentiel de ressources, cette part diminue par rapport à l'année précédente, passant de 5,7 à 5,6 % pour l'excédent du potentiel de ressources et de 20,5 à 20,3 % pour l'excédent des RFS. Ainsi, les cantons à fort potentiel de ressources sont un peu moins sollicités que l'année précédente.

Tableau 9 Versements / rentrées en % du potentiel de ressources de l'excédent du potentiel de ressources des RFS (2014 et 2015)

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

Péréquation des ressources par habitant 2015						Péréquation des ressources par habitant 2014					
	en CHF	en % du PR	en % de l'excédent du PR	en % des RFS	en % de l'excédent des RFS**		en CHF	en % du PR	en % de l'excédent du PR	en % des RFS	en % de l'excédent des RFS**
ZH	337	0.9%	5.6%	3.3%	20.3%		307	0.9%	5.7%	3.1%	20.5%
BE	-1'164	-5.1%	-14.8%	-18.4%	-53.3%		-1'165	-5.2%	-15.0%	-18.4%	-53.7%
LU	-818	-3.3%	-13.1%	-12.1%	-47.2%		-875	-3.7%	-13.7%	-13.1%	-48.8%
UR	-2'146	-11.3%	-18.2%	-40.9%	-65.7%		-2'188	-11.8%	-18.6%	-42.1%	-66.4%
SZ	1'140	2.2%	5.6%	8.1%	20.3%		1'024	2.1%	5.7%	7.6%	20.5%
OW	-420	-1.6%	-10.4%	-5.7%	-37.6%		-525	-2.0%	-11.5%	-7.3%	-41.1%
NW	527	1.3%	5.6%	4.7%	20.3%		474	1.2%	5.7%	4.4%	20.5%
GL	-1'558	-7.4%	-16.3%	-26.6%	-58.9%		-1'606	-7.7%	-16.7%	-27.6%	-59.9%
ZG	2'792	3.5%	5.6%	12.5%	20.3%		2'500	3.4%	5.7%	12.1%	20.5%
FR	-985	-4.2%	-13.9%	-15.0%	-50.3%		-1'096	-4.8%	-14.7%	-17.1%	-52.7%
SO	-902	-3.7%	-13.5%	-13.5%	-48.8%		-841	-3.5%	-13.5%	-12.5%	-48.2%
BS	753	1.7%	5.6%	6.2%	20.3%		801	1.8%	5.7%	6.5%	20.5%
BL	3	0.0%	5.6%	0.0%	20.3%		28	0.1%	5.7%	0.3%	20.5%
SH	32	0.1%	5.6%	0.4%	20.3%		68	0.2%	5.7%	0.8%	20.5%
AR	-548	-2.1%	-11.4%	-7.6%	-41.2%		-533	-2.1%	-11.6%	-7.4%	-41.3%
AI	-631	-2.5%	-12.0%	-9.0%	-43.2%		-577	-2.3%	-11.9%	-8.1%	-42.4%
SG	-859	-3.5%	-13.3%	-12.8%	-48.0%		-839	-3.5%	-13.5%	-12.4%	-48.1%
GR	-713	-2.9%	-12.5%	-10.3%	-45.0%		-556	-2.2%	-11.7%	-7.8%	-41.9%
AG	-312	-1.1%	-9.4%	-4.1%	-33.9%		-323	-1.2%	-9.8%	-4.3%	-34.9%
TG	-960	-4.0%	-13.8%	-14.6%	-49.9%		-929	-3.9%	-13.9%	-14.0%	-49.8%
TI	-16	-0.1%	-3.4%	-0.2%	-12.1%		13	0.0%	5.7%	0.2%	20.5%
VD	113	0.3%	5.6%	1.2%	20.3%		146	0.4%	5.7%	1.6%	20.5%
VS	-1'569	-7.4%	-16.3%	-26.8%	-59.0%		-1'454	-6.8%	-16.2%	-24.3%	-57.9%
NE	-362	-1.3%	-9.9%	-4.8%	-35.7%		-275	-1.0%	-9.3%	-3.6%	-33.1%
GE	777	1.7%	5.6%	6.3%	20.3%		818	1.8%	5.7%	6.5%	20.5%
JU	-2'053	-10.6%	-17.9%	-38.4%	-64.7%		-2'076	-10.9%	-18.2%	-39.1%	-65.3%

Excédent du PR: Différence entre le potentiel des ressources et la moyenne suisse.

Excédent des RFS: Différence entre les recettes fiscales standardisées et la moyenne suisse.

Il ressort également du tableau 9 que les cantons d'Uri et du Jura, c'est-à-dire les deux cantons au potentiel de ressources le plus faible, perçoivent des contributions équivalant respectivement à 40,9 % et 38,4 % de leurs recettes fiscales standardisées.

2.4 Mesures en cas de qualité insuffisante des données

Pour les années de calcul 2009 à 2011, tous les cantons ont été en mesure de livrer des données correctes et aucune correction n'a été nécessaire.

3 Compensation des charges en 2015

La dotation de la compensation des charges pour l'année de référence 2015 résulte de l'adaptation au renchérissement du montant de la compensation de l'année précédente. L'adaptation se fonde sur la dernière variation disponible de l'indice national des prix à la consommation par rapport au mois de référence de l'année précédente, soit avril 2014. Le taux de renchérissement retenu pour l'année 2015 est par conséquent de 0,0 % et la somme à disposition en 2015 pour la compensation des charges s'élève à environ 726 millions de francs, soit le même montant qu'en 2014. Elle est destinée pour une moitié (environ 363 millions) à la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et pour l'autre moitié à la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques.

3.1 Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)

Dans le cas de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques, les charges excessives déterminantes sont mesurées à l'aide de quatre indicateurs partiels, à savoir «l'altitude», la «déclivité du terrain», la «structure de l'habitat» et la «densité démographique». On parle de charges excessives dès lors que l'indice des charges correspondant dépasse le seuil de 100 (= moyenne pour l'ensemble de la Suisse).

Les données de la statistique de la superficie (AREA) les plus actuelles ainsi que les données de la statistique de la population et des ménages (STATPOP 2012) ont servi à calculer les indices des charges 2015 pour tous les cantons.

Depuis l'année de référence 2014, les données de base de l'indicateur partiel de «l'altitude» sont actualisées chaque année. Dans les cantons bénéficiaires, l'indicateur d'altitude varie entre -0,8 (VS, BE) % et +0,6 % (AI) entre 2014 et 2015.

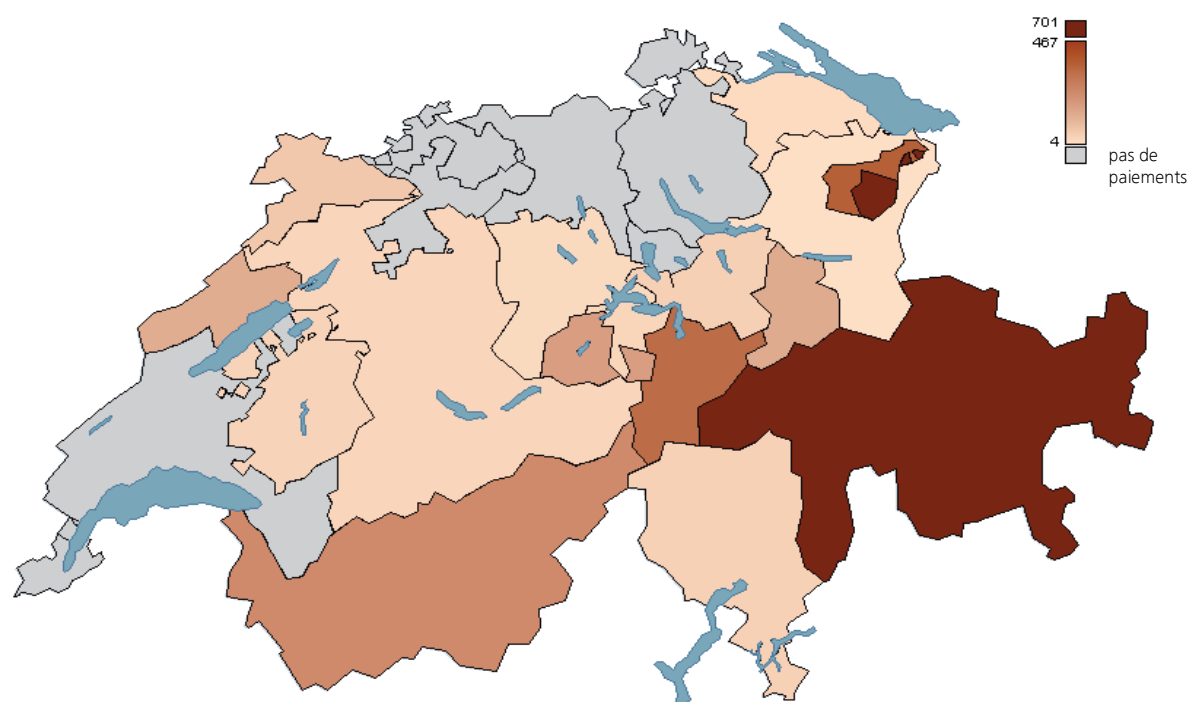
En ce qui concerne l'indicateur partiel de la «déclivité du terrain», seul l'indice des charges du canton des Grisons a changé par rapport à l'année de référence 2014. En effet, pour 2014, seules les données de la statistique de la superficie du canton des Grisons se basaient encore sur la précédente enquête de la statistique de la superficie (AREA 1992/97). Elles ont pu être actualisées pour 2015.

L'indicateur de la «structure de l'habitat» présente les changements les plus importants par rapport à 2014, soit entre -5,2 % (SG) et +3,5 % (OW). Ils sont notamment dus aux variations annuelles du nombre d'habitants résidant dans des localités de moins de 200 habitants.

Quant à l'indicateur de la «faible densité démographique», il diminue légèrement dans tous les cantons par rapport à l'année précédente, en raison de la croissance démographique, à l'exception du canton d'Appenzell Rh.-Int. qui connaît un très léger déclin démographique. C'est dans le canton de Fribourg que l'indicateur diminue le plus fortement avec -2,3 %.

Les charges excessives déterminantes pour l'année de référence 2015 sont présentées au tableau 10. Selon l'art. 32 OPFCC, le montant de la compensation (363 millions de francs) doit être utilisé à hauteur d'un tiers pour les deux premiers indicateurs partiels et d'un sixième pour les deux derniers, d'où les montants par canton indiqués dans le tableau 11. La figure 3 donne une vue d'ensemble graphique des paiements compensatoires par habitant.

Figure 3 Paiements au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques, en francs par habitant en 2015



Pour l'année de référence 2015, comme pour les années de 2008 à 2014, les mêmes 17 cantons affichent des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et profitent ainsi des paiements de la CCG. Le canton des Grisons perçoit, avec 701 francs par habitant, le montant compensatoire le plus élevé. Il est suivi des cantons d'Appenzell Rh.-Int. (537 fr./hab.), d'Appenzell Rh.-Ext. (361 fr./hab.), d'Uri (333 fr./hab.) et du Valais (238 fr./hab.).

Tableau 10 CCG: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2015

Indicateurs partiels				Indices des charges			Charges excessives déterminantes					
Altitude ¹⁾	Déclivité du terrain ²⁾	Structure de l'habitat ³⁾	Densité démographique ⁴⁾	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique	
ZH	0.2%	511.0	2.6%	0.12	2.0	60.0	44.8	23.9	0	0	0	0
BE	9.3%	871.0	10.2%	0.60	127.6	102.4	175.5	116.9	2'559'734	1'155'943	7'661'589	16'775'227
LU	3.3%	689.0	9.6%	0.39	44.4	81.0	165.1	75.3	0	0	2'418'074	0
UR	16.4%	1'559.0	13.3%	3.02	223.5	183.2	227.5	587.3	721'240	4'131'130	603'203	17'393'199
SZ	16.2%	1'031.0	8.8%	0.61	220.9	121.2	151.2	118.0	2'929'528	1'546'773	675'635	2'696'940
OW	15.2%	1'295.0	13.2%	1.36	207.2	152.2	227.2	264.5	587'456	2'084'242	608'016	5'940'918
NW	2.4%	1'010.0	8.6%	0.66	32.5	118.7	147.8	129.2	0	390'737	171'220	1'214'253
GL	5.5%	1'320.0	6.1%	1.74	74.8	155.1	105.2	339.0	0	2'408'256	12'542	9'409'191
ZG	4.2%	692.0	5.3%	0.20	57.6	81.3	91.7	39.9	0	0	0	0
FR	12.0%	758.0	10.5%	0.57	164.5	89.1	180.9	111.6	2'264'208	0	2'484'601	3'380'182
SO	0.2%	552.0	3.5%	0.30	2.5	64.9	60.4	59.4	0	0	0	0
BS	0.0%	274.0	0.5%	0.02	0.0	32.2	7.9	3.8	0	0	0	0
BL	0.1%	507.0	1.8%	0.19	0.8	59.6	31.1	36.5	0	0	0	0
SH	0.0%	516.0	3.2%	0.38	0.2	60.6	55.6	74.5	0	0	0	0
AR	58.3%	906.0	12.5%	0.45	796.6	106.5	214.7	88.5	21'710'236	155'500	766'770	0
AI	58.8%	1'003.0	22.1%	1.10	803.6	117.9	378.6	213.7	6'506'189	279'133	965'906	1'787'023
SG	4.3%	790.0	7.0%	0.42	59.4	92.8	119.6	81.0	0	0	665'126	0
GR	48.6%	1'787.0	12.9%	3.66	664.1	210.0	221.3	713.5	53'191'810	45'606'550	3'032'985	118'969'920
AG	0.0%	466.0	2.9%	0.22	0.0	54.8	49.1	43.6	0	0	0	0
TG	0.0%	502.0	9.2%	0.39	0.6	59.0	158.1	75.3	0	0	1'371'276	0
TI	2.7%	1'165.0	4.4%	0.82	37.5	136.9	75.4	160.3	0	7'190'150	0	20'601'616
VD	7.3%	722.0	5.5%	0.44	99.0	84.8	93.8	85.2	0	0	0	0
VS	33.2%	1'598.0	6.4%	1.62	453.3	187.8	109.2	316.2	37'726'434	21'328'991	188'287	69'558'458
NE	37.6%	1'037.0	5.7%	0.46	513.8	121.9	98.3	89.6	27'173'005	1'555'382	0	0
GE	0.0%	426.0	1.3%	0.06	0.0	50.1	23.1	11.9	0	0	0	0
JU	15.1%	642.0	10.4%	1.18	206.0	75.4	177.9	230.2	1'134'200	0	572'799	9'236'648
CH	7.3%	851.0	5.8%	0.51	100.0	100.0	100.0	100.0	156'504'039	87'832'784	22'198'029	276'963'575

¹⁾ Part de la population résidente permanente habitant à plus de 800 mètres d'altitude (STATPOP 2012) dans la population totale.²⁾ Altitude médiane des surfaces productives selon la statistique de la superficie (AREA, état en 2012).³⁾ Part de la population résidente permanente domiciliée en dehors du territoire des agglomérations dans la population totale.⁴⁾ Nombre d'habitants permanents (STATPOP 2012) par hectare de la surface totale, selon la statistique de la superficie (AREA, état en 2012).

Tableau 11 CCG: paiements compensatoires en 2015 et comparaison avec 2014

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

2015					2014		Différence 2015 / 2014	
	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique	Total par hab.	Total par hab.	Total	par hab.
ZH	0	0	0	0	0	0	0	0
BE	-1'978'675	-1'592'154	-20'877'556	-3'663'709	-28'112'095	-27'917'804	-194'291	0
LU	0	0	-6'589'166	0	-6'589'166	-6'281'368	-307'799	-1
UR	-557'519	-5'690'067	-1'643'705	-3'798'674	-11'689'965	-11'577'357	-112'608	0
SZ	-2'264'526	-2'130'469	-1'841'082	-589'012	-6'825'088	-6'541'253	-283'835	-1
OW	-454'104	-2'870'758	-1'656'822	-1'297'496	-6'279'180	-5'996'771	-282'409	-5
NW	0	-538'186	-466'567	-265'193	-1'269'946	-1'297'172	27'226	1
GL	0	-3'317'043	-34'178	-2'054'967	-5'406'188	-5'370'716	-35'472	1
ZG	0	0	0	0	0	0	0	0
FR	-1'750'233	0	-6'770'448	-738'232	-9'258'913	-9'643'718	384'805	2
SO	0	0	0	0	0	0	0	0
BS	0	0	0	0	0	0	0	0
BL	0	0	0	0	0	0	0	0
SH	0	0	0	0	0	0	0	0
AR	-16'782'019	-214'179	-2'089'419	0	-19'085'618	-18'850'400	-235'218	-2
AI	-5'029'286	-384'467	-2'632'060	-390'286	-8'436'099	-8'447'939	11'840	8
SG	0	0	-1'812'445	0	-1'812'445	-2'165'377	352'932	1
GR	-41'117'285	-62'816'797	-8'264'776	-25'983'026	-138'181'885	-139'150'743	968'858	15
AG	0	0	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	-3'736'679	0	-3'736'679	-3'989'643	252'964	1
TI	0	-9'903'449	0	-4'499'392	-14'402'842	-14'421'552	18'711	0
VD	0	0	0	0	0	0	0	0
V5	-29'162'545	-29'377'773	-513'076	-15'191'565	-74'244'959	-74'231'589	-13'370	6
NE	-21'004'741	-2'142'326	0	0	-23'147'067	-22'741'001	-406'066	-2
GE	0	0	0	0	0	0	0	0
JU	-876'737	0	-1'560'856	-2'017'284	-4'454'877	-4'308'608	-146'268	-1
CH	-120'977'670	-120'977'670	-60'488'835	-60'488'835	-362'933'010	-362'933'010	0	1

3.2 Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)

Dans le cadre de la CCS, le montant d'environ 363 millions de francs se répartit à hauteur de deux tiers pour les charges excessives liées à la structure de la population (domaines A à C) et d'un tiers pour les charges excessives des villes-centres (domaine F), selon l'art. 39 OPFCC. Les domaines A à C sont ainsi dotés de quelque 242 millions de francs en 2015, tandis que le domaine F dispose d'environ 121 millions de francs. La figure 4 donne une vue d'ensemble des paiements compensatoires en francs par habitant.

Figure 4 Paiements au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques, en francs par habitant en 2015



3.2.1 Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)

Le calcul des charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS A-C) repose sur trois indicateurs partiels, à savoir la «pauvreté», la «structure d'âge» et «l'intégration des étrangers». Pour la CCS, domaines A à C, toutes les données relatives à la population se basent sur les données 2012 de l'OFS (selon STATPOP) ainsi que sur les données de la statistique de l'aide sociale 2012. Contrairement à la CCG, les indicateurs sont agrégés au moyen de l'analyse en composantes principales pour constituer un indice global des charges.

Tableau 12 CCS, domaines A à C: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2015

	Indicateurs partiels			Indice des charges	Coefficient de charge	Charges excessives déterminantes
	Pauvreté ¹⁾	Structure d'âge ²⁾	Intégration des étrangers ³⁾			
ZH	4.9%	4.6%	9.3%	0.028	1.256	39'440
BE	6.6%	5.7%	5.6%	0.345	1.573	342'453
LU	4.2%	4.6%	6.2%	-0.483	0.745	0
UR	2.4%	5.5%	4.2%	-0.663	0.565	0
SZ	2.6%	4.0%	6.3%	-0.982	0.246	0
OW	2.6%	4.4%	5.6%	-0.893	0.335	0
NW	2.0%	4.2%	4.4%	-1.228	0.000	0
GL	3.9%	5.3%	7.4%	-0.084	1.144	0
ZG	3.6%	3.8%	10.6%	-0.420	0.808	0
FR	4.4%	3.7%	10.1%	-0.353	0.875	0
SO	6.1%	5.2%	6.0%	0.104	1.332	26'965
BS	12.3%	7.2%	12.5%	2.817	4.045	527'976
BL	4.2%	5.5%	6.5%	-0.083	1.145	0
SH	4.9%	5.9%	7.1%	0.286	1.514	22'295
AR	3.6%	5.4%	4.0%	-0.509	0.719	0
AI	2.1%	5.2%	3.4%	-0.913	0.315	0
SG	4.2%	4.5%	6.6%	-0.464	0.764	0
GR	2.7%	5.1%	6.8%	-0.488	0.740	0
AG	3.4%	4.1%	6.9%	-0.716	0.512	0
TG	3.1%	4.3%	5.2%	-0.911	0.317	0
TI	8.9%	5.9%	5.7%	0.868	2.096	296'554
VD	8.4%	4.6%	14.6%	1.282	2.510	941'444
VS	3.1%	4.6%	9.7%	-0.297	0.931	0
NE	9.4%	5.5%	9.8%	1.298	2.526	226'571
GE	11.2%	4.7%	19.1%	2.350	3.578	1'088'287
JU	6.2%	5.5%	4.8%	0.109	1.337	7'733
CH						3'519'719
Moy.	5.0%	5.0%	7.6%		1.228	

¹⁾ Part des bénéficiaires de prestations de l'aide sociale au sens large (selon la statistique de l'aide sociale 2012) dans la population résidente permanente (STATPOP 2012).

²⁾ Part des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population résidente permanente (STATPOP 2012).

³⁾ Part des personnes étrangères ne provenant pas d'Etats limitrophes et vivant en Suisse depuis 12 ans au maximum, dans la population résidente permanente (STATPOP 2012).

Le tableau 12 présente les charges excessives déterminantes liées à la structure de la population pour l'année 2015. Ces charges sont une valeur de synthèse, calculée en multipliant l'indice des charges par la population déterminante. Seuls les cantons ayant un indice des charges positif présentent des charges excessives déterminantes.

Les paiements compensatoires aux cantons sont proportionnels aux charges excessives déterminantes. Le tableau 13 indique les montants pour l'année 2015. Les montants les plus élevés par habitant échoient, comme l'année précédente, aux cantons urbains de Bâle-Ville (190 francs) et de Genève (163 francs). Les montants alloués aux huit autres cantons atteignent au maximum 90 francs par habitant.

Tableau 13 CCS, domaines A à C: paiements compensatoires en 2015 et comparaison avec 2014

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	2015		2014		Différence 2015 / 2014	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-2'711'223	-2	-7'023'233	-5	4'312'010	3
BE	-23'541'168	-24	-26'845'727	-27	3'304'559	3
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	-1'853'679	-7	-175'752	-1	-1'677'927	-7
BS	-36'294'562	-190	-35'339'145	-184	-955'417	-6
BL	0	0	0	0	0	0
SH	-1'532'630	-20	-2'165'353	-29	632'723	9
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	-20'385'947	-61	-20'660'195	-62	274'248	1
VD	-64'717'520	-90	-59'645'980	-85	-5'071'540	-6
VS	0	0	0	0	0	0
NE	-15'575'130	-90	-15'373'735	-89	-201'395	-1
GE	-74'811'916	-163	-74'202'205	-164	-609'711	1
JU	-531'566	-8	-524'016	-8	-7'550	0
CH	-241'955'340	-31	-241'955'340	-31	0	0

L'augmentation la plus importante des paiements compensatoires par habitant par rapport à 2014 concerne les cantons de Soleure (+7 fr./hab.) ainsi que de Vaud et de Bâle-Ville (+6 fr./hab. chacun). Avec environ 5 mio de francs en plus qu'en 2014, c'est le canton de Vaud qui montre la plus forte augmentation des paiements nets. Pour Soleure, l'augmentation

des paiements compensatoires s'explique par la croissance de «l'indicateur de pauvreté». On peut attribuer l'augmentation des paiements compensatoires de Bâle-Ville et de Vaud à la croissance de leurs indicateurs «de pauvreté» et «d'intégration des étrangers».

Le canton de Schaffhouse connaît la plus forte diminution des paiements compensatoires par rapport à 2014 (-9 fr./hab.), causé principalement par la baisse de son «indicateur de pauvreté». C'est le canton de Zurich qui présente la diminution des paiements compensatoires nets la plus importante (4,3 mio. fr. en moins par rapport à 2014). En effet, suite à la diminution de son «indicateur de pauvreté», seul son indicateur «d'intégration des étrangers» se trouve au dessus de la moyenne des cantons et lui permet de recevoir des paiements au titre de la CCS, domaines A à C.

Dans ce contexte, il convient d'ajouter que c'est «l'indicateur de pauvreté» qui a le poids le plus important dans le calcul de l'indice des charges.

Exceptés les cantons de Soleure, Vaud, Bâle-Ville et de Schaffhouse, les variations annuelles se situent entre -1 et +3 francs par habitant.

3.2.2 Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)

Dans un premier temps, les charges excessives déterminantes des villes-centres sont calculées par commune à l'aide de trois indicateurs partiels, à savoir la «population de la commune», la «densité de la population» et le «taux d'emploi», qui sont pondérés par le biais d'une analyse en composantes principales. Dans une deuxième étape, les indicateurs standardisés des communes sont agréés au niveau cantonal et rapportés à la population résidente permanente du canton en question pour former un indice global des charges.

Quant au coefficient des charges, il équivaut à la différence entre l'indice des charges du canton et la plus faible valeur d'indice des charges de tous les cantons, en l'occurrence, comme pour les années précédentes, celle d'Appenzell Rh.-Int. Par analogie avec la CCS, domaines A à C, les paiements compensatoires sont proportionnels aux charges excessives déterminantes.

Les tableaux 14 et 15 présentent pour l'année 2015, les charges excessives déterminantes et les montants compensatoires qui en résultent.

Tableau 14 CCS, domaine F, indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2015

Valeurs moyennes des indicateurs partiels des communes						
	Taille de la commune ¹⁾	Taux d'emploi ²⁾	Densité de l'habitat ³⁾	Indice des charges	Coefficient de charges	Charges excessives déterminantes
ZH	118'227	67.9%	39.8	6.416	6.351	6'583'896
BE	26'601	62.3%	18.9	1.754	1.689	12'064
LU	23'825	60.1%	18.8	1.606	1.541	0
UR	4'327	50.3%	5.4	0.152	0.087	0
SZ	9'284	50.4%	9.5	0.515	0.450	0
OW	6'183	59.8%	1.7	0.205	0.140	0
NW	4'778	53.4%	7.0	0.270	0.205	0
GL	13'832	54.3%	2.0	0.461	0.396	0
ZG	16'109	88.9%	18.0	1.631	1.566	0
FR	8'597	47.8%	15.7	0.696	0.631	0
SO	6'073	52.4%	14.0	0.585	0.520	0
BS	148'550	98.6%	138.1	11.910	11.845	1'905'766
BL	9'720	51.7%	21.4	1.016	0.951	0
SH	18'420	56.3%	10.5	1.008	0.943	0
AR	6'425	47.7%	5.9	0.222	0.157	0
AI	3'526	53.6%	3.0	0.065	0.000	0
SG	19'022	58.3%	15.3	1.248	1.183	0
GR	8'598	64.8%	6.0	0.538	0.473	0
AG	6'581	50.8%	13.0	0.547	0.482	0
TG	8'227	50.4%	10.9	0.527	0.462	0
TI	13'638	60.5%	17.8	1.150	1.085	0
VD	30'151	55.4%	30.3	2.253	2.188	375'369
VS	9'038	51.7%	6.9	0.419	0.354	0
NE	19'142	57.8%	13.6	1.178	1.113	0
GE	86'563	74.3%	130.8	8.754	8.689	3'247'335
JU	4'241	56.7%	3.7	0.162	0.097	0
CH	41'494	60.6%	29.9	1.742	1.677	12'124'431

¹⁾ Population résidente permanente des communes (STATPOP 2012).

²⁾ Nombre de personnes actives par rapport à la population résidente permanente des communes selon la statistique structurelle des entreprises (STATENT 2011).

³⁾ Population résidente permanente et nombre de personnes actives par rapport à la surface productive des communes selon la statistique de la superficie (AREA, état en 2012)

Les paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres atteignent 121 millions en 2015, soit le même montant qu'en 2014. Comme ce fut déjà le cas entre 2008 et 2010, le canton de Berne reçoit une compensation à ce titre. Ainsi, en 2015, cinq cantons, Zurich, Bâle-Ville, Vaud, Genève et Berne bénéficient de paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres. Les variations par rapport à 2014 sont minimes. Elles atteignent au maximum deux francs par habitant (GE).

Tableau 15 CCS, domaine F: paiements compensatoires en 2015 et comparaison avec 2014

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

	2015		2014		Différence 2015 / 2014	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-65'694'170	-48	-65'233'707	-48	-460'463	0
BE	-120'376	0	0	0	-120'376	0
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	0	0	0	0	0	0
BS	-19'015'751	-99	-19'160'047	-100	144'296	0
BL	0	0	0	0	0	0
SH	0	0	0	0	0	0
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	0	0	0	0	0	0
VD	-3'745'434	-5	-3'627'201	-5	-118'233	0
VS	0	0	0	0	0	0
NE	0	0	0	0	0	0
GE	-32'401'939	-71	-32'956'716	-73	554'776	2
JU	0	0	0	0	0	0
CH	-120'977'670	-15	-120'977'670	-16	0	0

3.2.3 Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques

Le tableau 16 présente une comparaison récapitulative des paiements compensatoires totaux liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques pour les années 2014 et 2015.

Tableau 16 Total de la CCS: paiements compensatoires en 2015 et comparaison avec 2014

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	2015		2014		Différence 2015 / 2014	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-68'405'393	-50	-72'256'939	-53	3'851'547	3
BE	-23'661'543	-24	-26'845'727	-27	3'184'183	3
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	-1'853'679	-7	-175'752	-1	-1'677'927	-7
BS	-55'310'313	-289	-54'499'192	-284	-811'121	-5
BL	0	0	0	0	0	0
SH	-1'532'630	-20	-2'165'353	-29	632'723	9
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	-20'385'947	-61	-20'660'195	-62	274'248	1
VD	-68'462'954	-96	-63'273'181	-90	-5'189'772	-6
VS	0	0	0	0	0	0
NE	-15'575'130	-90	-15'373'735	-89	-201'395	-1
GE	-107'213'855	-234	-107'158'920	-236	-54'935	3
JU	-531'566	-8	-524'016	-8	-7'550	0
CH	-362'933'010	-46	-362'933'010	-47	0	1

4 Compensation des cas de rigueur en 2015

La Confédération finance la compensation des cas de rigueur (CCR) pour deux tiers et les cantons pour un tiers. Etant donné que, durant l'année de référence 2015, aucun canton à faible potentiel de ressources bénéficiant de la compensation des cas de rigueur ne devient un canton à fort potentiel de ressources, le montant versé au titre de la compensation des cas de rigueur reste inchangé par rapport à l'année précédente, conformément à l'art. 19, al. 6, PFCC. Les montants versés et perçus par canton sont présentés dans le tableau 17.

Tableau 17 Compensation des cas de rigueur en 2015

en CHF 1'000

Compensation des cas de rigueur 2015			
	Montants perçus	Montants versés	Solde CCR
ZH	0	20'251	20'251
BE	-52'135	15'801	-36'334
LU	-23'692	5'729	-17'963
UR	0	574	574
SZ	0	2'120	2'120
OW	-9'442	534	-8'908
NW	0	612	612
GL	-8'169	636	-7'533
ZG	0	1'628	1'628
FR	-137'280	3'934	-133'346
SO	0	4'024	4'024
BS	0	3'192	3'192
BL	0	4'264	4'264
SH	0	1'216	1'216
AR	0	886	886
AI	0	243	243
SG	0	7'438	7'438
GR	0	3'128	3'128
AG	0	8'967	8'967
TG	0	3'773	3'773
TI	0	5'092	5'092
VD	0	10'420	10'420
VS	0	4'529	4'529
NE	-108'833	2'764	-106'069
GE	0	6'772	6'772
JU	-19'388	1'120	-18'268
CH	-358'937	119'646	-239'292

5 Vue d'ensemble des paiements en 2015

Le tableau 18 présente une vue d'ensemble du calcul des dotations des divers instruments de péréquation en 2015.

Dotation des instruments de la péréquation en 2015				
Tableau 18				
en CHF				
	Dotation 2014	Progression ordinaire en %	en CHF	Dotation 2015
Péréquation des ressources				
verticale	2'220'010'107	2.4%	53'014'557	2'273'024'664
horizontale	1'507'952'065	2.9%	44'332'672	1'552'284'737
<i>Rapport péréquation horizontale/verticale</i>	<i>67.9%</i>			<i>68.3%</i>
Compensation des charges				
Facteurs socio-démographiques				
Structure de la population	241'955'340	0.0%	-	241'955'340
Villes-centres	120'977'670	0.0%	-	120'977'670
Facteurs géo-topographiques	362'933'010	0.0%	-	362'933'010
Compensation des cas de rigueur				
Confédération	239'291'577	0.0%	-	239'291'577
Cantons	119'645'785	0.0%	-	119'645'785

Les paiements compensatoires décrits aux paragraphes précédents et relevant de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur constituent les paiements compensatoires nets des cantons en 2015. Le tableau 19 présente les montants correspondants par canton et le tableau 20 une comparaison avec l'année de référence 2014.

Ainsi, en ce qui concerne les cantons à faible potentiel de ressources, ce sont les cantons de Fribourg et d'Obwald qui subissent les diminutions les plus importantes des paiements compensatoires par rapport à 2014, soit un recul de plus de 100 francs par habitant, en raison de la croissance de leurs indices de ressources. Suite à la baisse de ce même indice, les cantons des Grisons et du Valais bénéficient chacun d'une augmentation de plus de 110 francs par habitant en 2015 par rapport à l'année précédente. Dans les autres cantons à faible potentiel de ressources, les différences sont inférieures à ± 87 francs par habitant.

Dans le groupe des cantons à fort potentiel de ressources, les paiements compensatoires que les cantons de Zoug et Schwyz versent à la péréquation financière augmentent de 292 et 115 francs par habitant. Cette augmentation est due à la forte croissance de leurs potentiels de ressources. Pour les autres cantons contribuant à la péréquation financière, les différences sont inférieures à ± 55 francs par habitant.

Les paiements compensatoires ont lieu deux fois par an, à chaque fois en fin de semestre. La figure 5 présente les flux financiers de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur.

Tableau 19 Paiements compensatoires nets en 2015

en CHF 1'000, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton														
	IR 2015	PR 2015			CC 2015				Total des instruments de péréquation	Compensation nette des cas de rigueur	Total des paiements compensatoires nets en 2015			
		horizontale		verticale	Total	CCG	CCS A-C	CCS F			Total	CHF par hab *		
		Charge	Allègement											
ZH	119.5	465'182	0	0	465'182	0	-2'711	-65'694	-68'405	396'777	20'251	417'028	302	
BE	74.3	0	-464'759	-680'550	-1'145'309	-28'112	-23'541	-120	-51'774	-1'197'082	-36'334	-1'233'416	-1'253	
LU	79.6	0	-124'824	-182'781	-307'605	-6'589	0	0	-6'589	-314'194	-17'963	-332'157	-883	
UR	61.6	0	-30'565	-44'757	-75'323	-11'690	0	0	-11'690	-87'013	574	-86'438	-2'463	
SZ	165.9	166'264	0	0	166'264	-6'825	0	0	-6'825	159'439	2'120	161'559	1'108	
OW	86.9	0	-6'017	-8'810	-14'827	-6'279	0	0	-6'279	-21'106	-8'908	-30'014	-849	
NW	130.5	21'413	0	0	21'413	-1'270	0	0	-1'270	20'143	612	20'755	511	
GL	68.9	0	-24'492	-35'864	-60'357	-5'406	0	0	-5'406	-65'763	-7'533	-73'296	-1'892	
ZG	261.4	314'985	0	0	314'985	0	0	0	0	314'985	1'628	316'613	2'806	
FR	77.0	0	-111'393	-163'113	-274'506	-9'259	0	0	-9'259	-283'765	-133'346	-417'111	-1'496	
SO	78.3	0	-93'131	-136'372	-229'503	0	-1'854	0	-1'854	-231'357	4'024	-227'333	-894	
BS	143.6	144'200	0	0	144'200	0	-36'295	-19'016	-55'310	88'889	3'192	92'082	481	
BL	100.1	684	0	0	684	0	0	0	0	684	4'264	4'948	18	
SH	101.9	2'467	0	0	2'467	0	-1'533	0	-1'533	934	1'216	2'150	28	
AR	84.4	0	-11'766	-17'229	-28'995	-19'086	0	0	-19'086	-48'080	886	-47'195	-892	
AI	82.8	0	-4'021	-5'888	-9'909	-8'436	0	0	-8'436	-18'345	243	-18'103	-1'153	
SG	79.0	0	-166'821	-244'278	-411'099	-1'812	0	0	-1'812	-412'912	7'438	-405'474	-847	
GR	81.4	0	-57'068	-83'565	-140'633	-138'182	0	0	-138'182	-278'815	3'128	-275'687	-1'398	
AG	89.2	0	-76'828	-112'499	-189'327	0	0	0	0	-189'327	8'967	-180'360	-297	
TG	77.4	0	-96'496	-141'301	-237'797	-3'737	0	0	-3'737	-241'534	3'773	-237'761	-960	
TI	98.5	0	-2'115	-3'097	-5'212	-14'403	-20'386	0	-34'789	-40'001	5'092	-34'909	-104	
VD	106.5	80'619	0	0	80'619	0	-64'718	-3'745	-68'463	12'156	10'420	22'576	32	
VS	68.8	0	-198'829	-291'147	-489'975	-74'245	0	0	-74'245	-564'220	4'529	-559'691	-1'792	
NE	88.1	0	-25'358	-37'132	-62'490	-23'147	-15'575	0	-38'722	-101'212	-106'069	-207'280	-1'200	
GE	144.9	356'471	0	0	356'471	0	-74'812	-32'402	-107'214	249'257	6'772	256'029	558	
JU	62.7	0	-57'803	-84'641	-142'443	-4'455	-532	0	-4'986	-147'430	-18'268	-165'698	-2'388	
CH	100.0	1'552'285	-1'552'285	-2'273'025	-2'273'025	-362'933	-241'955	-120'978	-725'866	-2'998'891	-239'292	-3'238'182	-410	

IR = indice des ressources; PR = péréquation des ressources; CC = compensation des charges; CCG = compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques; CCS = compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques; A-C = domaines pauvreté, vieillesse, intégration des étrangers, F = problématique des villes-centres.

* par habitant de la population déterminante pour le potentiel des ressources (= population résidente moyenne permanente et non permanente, moyenne des années 2009 - 2011).

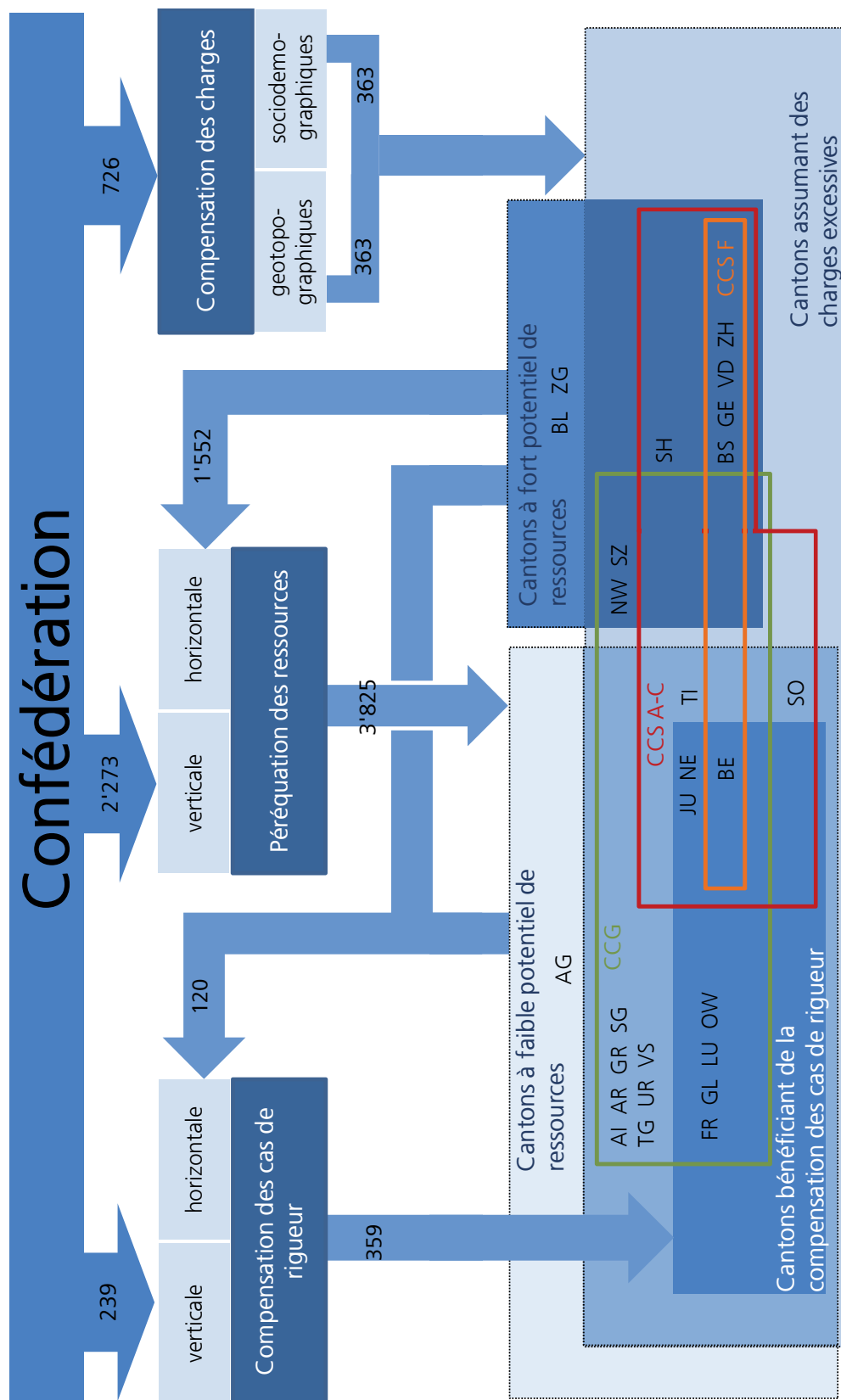
Tableau 20 Paiements compensatoires nets en 2015 et comparaison avec 2014

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	Paiements compensatoires nets					
	Année 2015		Année 2014		Différence 2015 / 2014	
	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>
ZH	417'028	302	367'282	269	49'746	33
BE	-1'233'416	-1'253	-1'231'703	-1'258	-1'713	5
LU	-332'157	-883	-348'793	-941	16'637	57
UR	-86'438	-2'463	-86'983	-2'505	545	42
SZ	161'559	1'108	142'603	993	18'957	115
OW	-30'014	-849	-33'105	-955	3'091	106
NW	20'755	511	18'336	457	2'419	54
GL	-73'296	-1'892	-74'390	-1'943	1'094	51
ZG	316'613	2'806	279'484	2'514	37'129	292
FR	-417'111	-1'496	-443'121	-1'619	26'009	122
SO	-227'333	-894	-208'123	-826	-19'210	-68
BS	92'082	481	102'569	534	-10'488	-53
BL	4'948	18	11'848	44	-6'900	-26
SH	2'150	28	4'212	56	-2'063	-28
AR	-47'195	-892	-45'987	-874	-1'208	-18
AI	-18'103	-1'153	-17'137	-1'106	-966	-47
SG	-405'474	-847	-392'187	-828	-13'287	-20
GR	-275'687	-1'398	-244'096	-1'256	-31'592	-142
AG	-180'360	-297	-183'655	-308	3'295	11
TG	-237'761	-960	-226'662	-929	-11'099	-30
TI	-34'909	-104	-25'491	-76	-9'418	-28
VD	22'576	32	50'108	71	-27'533	-40
VS	-559'691	-1'792	-513'358	-1'682	-46'333	-110
NE	-207'280	-1'200	-191'415	-1'113	-15'865	-86
GE	256'029	558	270'294	596	-14'265	-38
JU	-165'698	-2'388	-165'700	-2'412	2	24
CH	-3'238'182	-410	-3'185'168	-409	-53'015	-2

Figure 5
Représentation schématique de la péréquation financière 2015

Paievements en mio. de CHF



Annexe

Rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)

Examen des données cantonales de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons. (Disponible uniquement en allemand)
Résultats des audits de mars-avril 2014 auprès d'une sélection d'administrations fiscales cantonales.

13 Juin 2014

Informations complémentaires sur le rapport du CDF:
Andreas Meyer, CDF, Responsable de mandat, domaine d'examen 5, tél. 058 463 11 75.

A partir de 2014, le Contrôle fédéral des finances ne traduit plus en français son rapport sur «l'examen des données cantonales de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons». Toutefois, le rapport sur «l'audit de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons» ainsi que son résumé resteront tous deux disponibles en français. Ils seront publiés sur le site du CDF en novembre 2014.



Prüfung des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen

Resultate der Prüfungen bei ausgewählten
kantonalen Steuerämtern im März 2014

Bericht für die Fachgruppe Qualitätssicherung NFA, nach Beschlüssen der Sitzung vom 17.4.2014

13. Juni 2014

Inhaltsverzeichnis

EINFÜHRUNG	3
QUALITÄTSKONTROLLE / NFA-DATEN-EXTRAKTIONSPROGRAMME	4
ENTSCHEIDBAUM FÜR DIE BEHANDLUNG DER EFK-FESTSTELLUNGEN	5
1 FESTGESTELLTE FEHLER	6
1.1 Systematische Fehler (Typ 1a und 1b)	6
1.1.1 Keine Meldung des Gewinns Schweiz und Ausland	6
1.1.2 Keine Meldung des Einkommens für nachträglich ordentlich veranlagte quellenbesteuerte natürliche Personen	6
1.1.3 Fehlerhafte Meldung des Gewinns Schweiz und Ausland	7
1.1.4 Uneinheitliche Meldung bei Status „provisorisch gemäss Steuererklärung“	7
1.2 Nicht systematische Fehler (Typ 1c und 1d)	8
1.2.1 Meldung Gewinn Schweiz und Gewinn Ausland <i>nach</i> interkantonalen Steuerausscheidung	8
1.2.2 Zeitpunkt NFA-Daten-Extraktion: juristische Personen mit besonderem kantonalen Steuerstatus mit provisorischem Bezug der DBST <i>ohne</i> Spartenrechnung	8
1.2.3 Meldung von Gesellschaften mit falschem besonderen kantonalen Statuscode und/oder fehlerhaft gemeldeten Gewinnen aus inländischer und ausländischer Quelle	9
1.2.4 Meldung von Holding-Gesellschaften mit prov. Bezug DBST zum Zeitpunkt NFA-Datenextraktion als provisorisch gemeldet, obwohl die Steuererklärung vorlag	11
1.2.5 Fehlerhafte Meldung der Quellensteuer-Kategorie internationale Transporte	12
1.2.6 Fehlerhafte Meldung eines Grenzgängers mit voller Besteuerung in der Schweiz	12
2 UNTERSCHIEDLICHE INTERPRETATIONEN DER WEISUNGEN / ÜBRIGE FESTSTELLUNGEN	13
2.1 NFA-Datenmeldung, Feld gemäss EFD Weisung 4.10 Steuerpflicht (Betriebsstätten)	13
2.2 Gesellschaften mit Lizenzbox gemäss Steuergesetz des Kantons Nidwalden	14
2.3 Formelle Anforderungen für die Meldung einer juristischen Person mit besonderem kantonalen Steuerstatus als definitiv veranlagt nicht vollständig erfüllt	14
2.4 Keine Meldung für eine juristische Person, obwohl sie 2011 am Steuerregister war	15
3 EXKURS STEUERHARMONISIERUNGSGESETZ	16
Anhang 1: Rechtsgrundlagen	18
Anhang 2: Abkürzungen, Glossar, Priorisierung der Empfehlungen der EFK	19

EINFÜHRUNG

Gestützt auf Art. 6, Abs. 1 Bst j des Finanzkontrollgesetzes (SR 614.0) führt die Eidgenössische Finanzkontrolle (EFK) jährlich eine Prüfung der von den kantonalen Steuerämtern (KSTA) und Steuerverwaltungen (KSTV) für die Berechnung des Finanzausgleichs gelieferten Daten durch.

Die EFK hat für die diesjährigen Kontrollen den, gegenüber den Kontrollen der Jahre 2008 – 2011 angepassten, Prüfansatz fortgeführt. Seit 2012 erhebt die EFK die durch die Kantone ergriffenen Massnahmen bezüglich der bei der letzten Prüfung der EFK festgestellten Fehler. Im Unterschied zur Prüfperiode 2008 – 2011 prüft die EFK aufgrund ihrer Risikobeurteilung pro Kanton nur noch einen bis zwei Indikatoren. Mit diesem Prüfansatz wird den durch die Kantone ergriffenen Qualitätssicherungsmassnahmen Rechnung getragen.

Im Jahr 2014 hat die EFK gelieferte Daten für **ausgewählte Indikatoren des Ressourcenausgleichs des Steuerjahres 2011** der Kantone Schaffhausen (SH), St. Gallen (SG), Zug (ZG), Bern (BE), Nidwalden (NW), Obwalden (OW) und Freiburg (FR) geprüft. Bei systematischen Fehlern weitet die EFK ihre Prüfungshandlungen auf die Steuerjahre 2009 und 2010 aus oder verlangt eine Abklärung durch den betroffenen Kanton.

Die EFK legte den Fokus ihrer Prüfungen in diesem Jahr auf den Indikator Gewinne juristischer Personen (GJP). Dieser Indikator wurde in allen in diesem Jahr geprüften Kantonen untersucht. In den Kantonen SH und SG wurde zusätzlich der Indikator Einkommen der an der Quelle besteuerten natürlichen Personen (EQP) geprüft.

Zwischen dem 11. und 25. März 2014 führten zwei NFA-Prüfteams parallel die Prüfungen bei den KSTA/KSTV durch. Die Prüfteams bestanden je aus einem Finanzrevisor und einem IT-Prüfer. Als Prüfer haben die Herren Daniel Aeby, Finanzrevisor (SH, ZG, BE), Markus Künzler, IT-Prüfer (SH, ZG, BE), Jean-Marc Stucki, Finanzrevisor (SG, NW, OW, FR) und Stéphane Kury, IT-Prüfer (SG, NW, OW, FR) die Kontrollen vor Ort durchgeführt. Das Prüfmandat begleitet Herr Andreas Meyer, Mandatsleiter EFD.

Die Weisungen der Eidg. Finanzverwaltung (EFV) werden bei der Datenmeldung weitgehend umgesetzt.

Bei jeder Prüfung haben die KSTA/KSTV die Gelegenheit erhalten, zu den Feststellungen der EFK Stellung zu nehmen. Soweit vorhanden wurden diese schriftlichen Stellungnahmen den jeweiligen Protokollen beigelegt.

QUALITÄTSKONTROLLE / NFA-DATEN-EXTRAKTIONSPROGRAMME

Beurteilung der Qualitätskontrollen

Alle in diesem Jahr geprüften Kantone führen dokumentierte Kontrollen der NFA-Daten durch. Die Kontrollen sind in entsprechenden Handbüchern beschrieben, so dass diese wiederholbar sind. Die EFK stützt sich für die Beurteilung der Qualität der Kontrollen auf Interviews mit den NFA-Verantwortlichen sowie auf die stichprobenweise Einsicht in die Dokumentation der durchgeführten Prüfungen. Trotz der in den Kantonen realisierten Qualitätssicherungsmassnahmen (Einzelfallkontrollen, Plausibilisierungen) stellte die EFK Fehler (Handhabung oder Extraktionsprogramme) fest.

Verwaltung der NFA-Daten-Extraktionsprogramme

Alle in diesem Jahr geprüften Kantone verfügen über einen beschriebenen Prozess für die Verwaltung der NFA-Daten-Extraktionsprogramme bzw. der datenführenden Fachapplikationen. Programmänderungen werden formalisiert abgewickelt und das Testwesen ist beschrieben. Die EFK stützt sich für die Beurteilung der Verwaltung der NFA-Daten-Extraktionsprogramme auf Interviews mit den NFA- und IT-Verantwortlichen. Zudem hat sie stichprobenweise Einsicht in die Dokumentation der realisierten Programmänderungen genommen.

In den in diesem Jahr geprüften Kantonen, welche „NEST“ (Steuerapplikation) einsetzen (SH, NW, OW), stellte die EFK fest, dass das Extraktionsprogramm systematisch Fälle, für welche im „NEST“ die Steuerfaktoren aus der Steuererklärung (gekennzeichnet durch sinngemässen Status „provisorisch gemäss Steuererklärung“) erfasst waren, als definitiv veranlagt im NFA gemeldet wurden. *Dieser Umstand ist für die auf kantonaler Ebene ordentlich besteuerten juristischen Personen für das NFA-Potenzial ohne Auswirkung.* Eine Auswertung des Veranlagungsstands des Steuerjahrs 2011 aufgrund der gemeldeten NFA-Daten ist dadurch verfälscht. 11 Kantone setzen die IT-Lösung „NEST“ ein. Ein Fehler im Extraktionsprogramm von „NEST“ kann sich, wie im vorliegenden Fall, in mehreren oder in allen 11 „NEST“-Kantonen zeigen, was für die NFA-Datenmeldung kritisch ist. Aus den Kontrollen der EFK war nicht ersichtlich, welche Sicht (DBST oder Kanton) mit dem Status „provisorisch gemäss Steuererklärung“ für die NFA-Datenmeldung als definitiv veranlagter Fall massgebend war. Die EFK stellte fest, dass die verschiedenen Stati eines Steuerfalls in den „NEST“-Kantonen unterschiedlich eingestellt sind. Für den Status „provisorisch“ gibt es zwischen den Kantonen verschiedene Ausprägungen wie z.B. „provisorisch“, „provisorisch gemäss Selbstdeklaration“, „provisorisch gemäss Vorjahr“, usw.. Dies gilt auch für den Status „definitiv“. Das „NEST“-NFA-Datenextraktionsprogramm, welches zentral programmiert wird, muss alle kantonsspezifischen Unterschiede abdecken.

ENTSCHEIDBAUM FÜR DIE BEHANDLUNG DER EFK-FESTSTELLUNGEN

Die EFK hat die Ergebnisse der in den sieben Kantonen durchgeführten Prüfungen gemäss dem untenstehenden Entscheidungsbaum klassifiziert. Dieser basiert auf den Bestimmungen von Art. 42 Abs. 1 der Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV, SR 613.2) sowie den Entscheiden und Vorschlägen der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA zuhanden der Finanzdirektoren-Konferenz.

Die EFK lädt die Fachgruppe Qualitätssicherung NFA ein, die erforderlichen Beschlüsse betreffend der in diesem Dokument als systematische und nicht-systematische Fehler- sowie als Interpretationsfragen identifizierte Punkte, zu fassen.

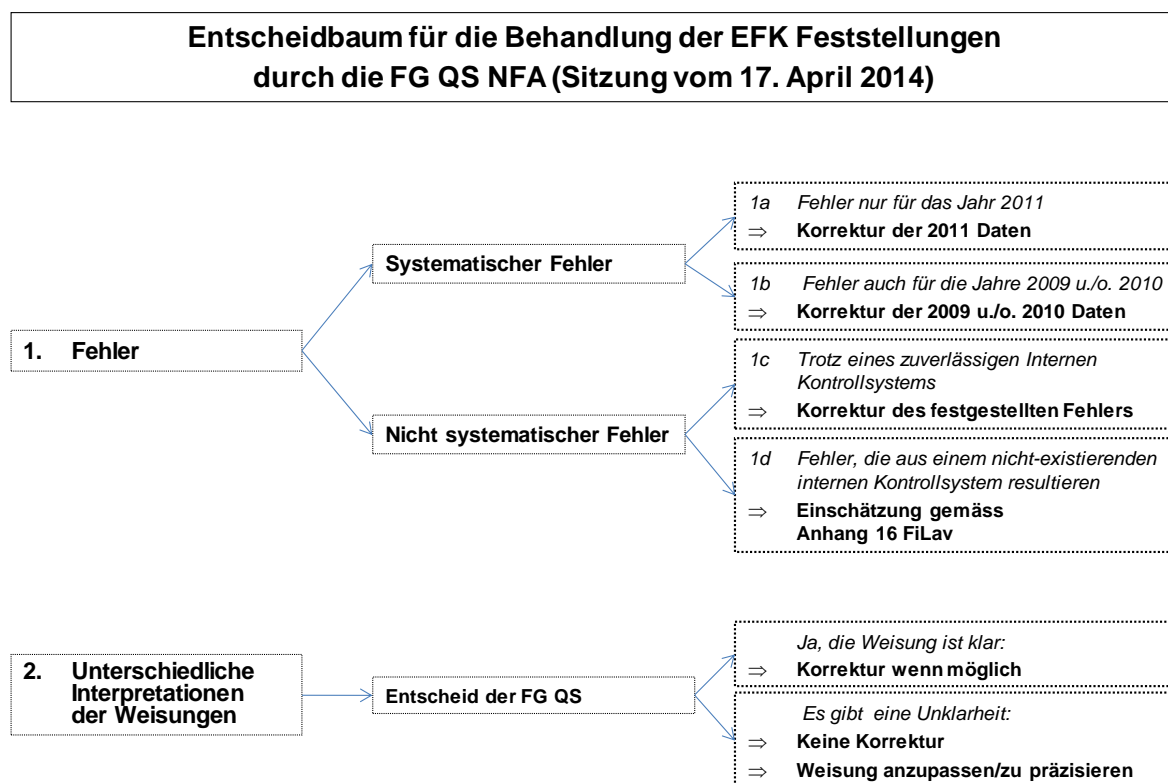


Abbildung 1: Entscheidungsbaum für die Behandlung der Feststellungen der EFK durch die FG QS NFA

1 FESTGESTELLTE FEHLER

1.1 Systematische Fehler (Typ 1a und 1b)

1.1.1 Keine Meldung des Gewinns Schweiz und Ausland

- **FR, Indikator GJP:** Der Kanton Freiburg meldet systematisch Gesellschaften mit besonderem kantonalen Steuerstatus als definitiv veranlagt, sofern zum Extraktionszeitpunkt die Steuerfaktoren gemäss Steuererklärung und Spartenrechnung im Veranlagungssystem erfasst sind. Die EFK stellte in sechs solchen Fällen fest, dass die Meldungen der Gewinne aus inländischer und ausländischer Quelle gemäss hinterlegten Spartenrechnungen fehlten. Das für den NFA gemeldete Potenzial ist zu tief und die Berechnung des Faktors BETA fusst auf einer verfälschten Datengrundlage. Die KSTV FR identifizierte insgesamt 46 juristische Personen, welche von diesem Fehler betroffen sind. Insgesamt wurden daraus 7'155'100 Franken Gewinne aus inländischer Quelle und 52'602'600 Franken Gewinne aus ausländischer Quelle nicht gemeldet.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidungsbaum. Für den Indikator Gewinne juristische Personen sollte die ESTV von der KSTV FR für das Steuerjahr 2011 eine neue Datenlieferung verlangen.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Die KSTV FR wird gebeten, diese Fälle für das Steuerjahr 2011 nachzuliefern.

1.1.2 Keine Meldung des Einkommens für nachträglich ordentlich veranlagte quellenbesteuerte natürliche Personen

- **SG, Indikator EQP:** Nachträglich ordentlich veranlagte Fälle werden im Quellensteuersystem des Kantons St. Gallen als „NOV“ Fälle gekennzeichnet. Der Steuerbezug erfolgt über die Quellensteuern, weshalb ein provisorischer Bezug der DBST entfällt. Die EFK hat bei ihren Prüfungen in drei Fällen festgestellt, dass für diese Personen keine Meldung für den NFA für das Steuerjahr 2011 erfolgt ist. Weder im Indikator EQP noch im Indikator ENP. Das KSTA SG hat insgesamt 23 solche Fälle mit einem Bruttolohnvolumen von 3'609'170 Franken festgestellt.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidungsbaum. Die fehlenden Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 der ESTV nachgeliefert werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Das KSTA SG wird gebeten, diese Fälle für das Steuerjahr 2011 nachzuliefern.

1.1.3 Fehlerhafte Meldung des Gewinns Schweiz und Ausland

- **OW, Indikator GJP:** Bei zwei Domizilgesellschaften wird das gesamte im Kanton besteuerte Ergebnis (Gewinn aus inländischer und ausländischer Quelle) als Gewinn aus inländischer Quelle statt als Gewinn aus ausländischer Quelle gemeldet. In geringem Umfang meldet der Kanton OW hierfür zuviel NFA-Potenzial.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 der ESTV nachgeliefert werden. Die Auswirkung auf den NFA ist gering.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

1.1.4 Uneinheitliche Meldung bei Status „provisorisch gemäss Steuererklärung“

- **OW, Indikator GJP:** Per Extraktionsdatum wies eine gemischte Gesellschaft den Status „prov. Deklaration“ auf (mit Gewinn aus ausländischer Quelle). Gemäss „NEST“ NFA-Extraktionsprogramm würde dieser Fall als definitiv veranlagt gemeldet werden. Im NFA wurde diese Gesellschaft trotzdem als „provisorisch veranlagt“ ohne Berücksichtigung des Gewinns aus ausländischer Quelle gemeldet. In geringem Umfang meldet der Kanton OW hierfür zuviel NFA-Potenzial.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidbaum. Diese Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 der ESTV nachgeliefert werden. Die Auswirkung auf den NFA ist gering.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird. Hinweis an „NEST“-Kantone, dass ein Fehler im Extraktionsprogramm vorhanden ist.

1.2 Nicht systematische Fehler (Typ 1c und 1d)

1.2.1 Meldung Gewinn Schweiz und Gewinn Ausland *nach* interkantonaler Steuerauscheidung

- **SG, Indikator GJP:** Bei einer gemischten Gesellschaft mit einem Gewinnvolumen von rund 200 Millionen Franken bei der DBST wurde der Gewinn aus inländischer und ausländischer Quelle nach interkantonaler Steuerauscheidung gemeldet. Der Beteiligungsabzug wurde bei den Gewinnen aus inländischer und ausländischer Quelle vorgenommen. Gemäss den vom KSTA SG erteilten Auskünften, gibt es Korrespondenz der ESTV, welche die Meldung der Gewinne aus inländischer und ausländischer Quelle *nach* interkantonaler Steuerauscheidung zulasse. Die Fachgruppe Qualitätssicherung NFA hat dieses Thema unter dem Kapitel 2.3 Interpretationsfragen Indikator GJP im EFK-Bericht 2012 so beantwortet, dass die Gewinne aus inländischer und aus ausländischer Quelle *vor* interkantonaler Steuerauscheidung zu melden sind.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Der fehlerhafte Fall sollte für das Steuerjahr 2011 mit den korrekten Gewinnen aus inländischer und aus ausländischer Quelle nachgemeldet werden. Die Auskunft der ESTV sollte, je nach Entscheid der FG QS NFA, angepasst werden bzw. die Weisung sollte in diesem Punkt ergänzt werden (explizite Nennung).*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Das KSTA SG wird gebeten, diesen Fall für das Steuerjahr 2011 korrekt nachzuliefern. Die ESTV wird aufgefordert die erteilten Auskünfte schriftlich zu entkräften sowie die Weisung entsprechend zu präzisieren.

1.2.2 Zeitpunkt NFA-Daten-Extraktion: juristische Personen mit besonderem kantonalen Steuerstatus mit provisorischem Bezug der DBST *ohne* Spartenrechnung

- **SG, Indikator GJP:** Die gemischte Gesellschaft wies zum Zeitpunkt der NFA-Datenextraktion einen provisorischen Bezug der DBST (steuerbarer Gewinn 133'600 Franken) auf. Weil zum gleichen Zeitpunkt die Steuererklärung (steuerbarer Gewinn 165'692 Franken) vorlag, meldete das KSTA SG die gemischte Gesellschaft als definitiv veranlagt aber mit dem steuerbaren Gewinn gemäss provisorischem Bezug der DBST. Die EFK stellte fest, dass der gesamte steuerbare Gewinn der Sparte Gewinn aus inländischer Quelle zugeordnet war und dass *keine Spartenrechnung* vorlag. Nach Ansicht der EFK sind in diesem Fall die Anforderungen gemäss den Weisungen des EFD für die NFA-Datenmeldung bezüglich Gesellschaften mit besonderem kantonalen Steuerstatus mit provisorischem Bezug der DBST unvollständig umgesetzt worden (Spartenrechnung fehlt).
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Der fehlerhafte Fall sollte für das Steuerjahr 2011 als provisorisch veranlagt ohne Gewinn aus inländischer Quelle gemeldet werden. Die Auswirkung auf den NFA ist gering.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

- **BE, Indikator GJP:** Zwei gemischte Gesellschaften, welche per NFA-Extraktionsdatum erst einen provisorischen Bezug der DBST für das Steuerjahr 2011 aufwiesen, meldet die KSTV BE als definitiv veranlagt. Der Kanton Bern besteuert diese zwei gemischten Gesellschaften mit je einer globalen Quote von 2% beziehungsweise 20%. Diese Quoten sind pro Fall in einem Ruling fixiert. Deshalb erstellte die KSTV BE für diese Fälle keine Spartenrechnung. In einem Fall wurde der auf kantonaler Ebene besteuerte Gewinn als Gewinn aus ausländischer Quelle (1'490'300 Franken) gemeldet. Im zweiten Fall wurde der auf kantonaler Ebene besteuerte Gewinn als Gewinn aus inländischer Quelle (41'700 Franken) gemeldet. Nach Auffassung der EFK sind in diesen Fällen die Anforderungen gemäss den Weisungen des EFD für die NFA-Datenmeldung bezüglich Gesellschaften mit besonderem kantonalen Steuerstatus mit provisorischem Bezug der DBST unvollständig umgesetzt worden (Spartenrechnung fehlt).
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 als provisorisch veranlagt ohne Gewinn aus inländischer und/oder aus ausländischer Quelle gemeldet werden. Die Auswirkung auf den NFA ist gering.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es wird keine Nachmeldung für das Steuerjahr 2011 verlangt. Künftig muss eine Spartenrechnung vorliegen, ansonsten wird die Meldung als definitiv veranlagt für den NFA nicht mehr akzeptiert.

1.2.3 Meldung von Gesellschaften mit falschem besonderen kantonalen Statuscode und/oder fehlerhaft gemeldeten Gewinnen aus inländischer und ausländischer Quelle

- **FR, Indikator GJP:** Bei der Prüfung der Datenmeldung einer gemischten Gesellschaft mit Steuererleichterungen bei der DBST und auf kantonaler Ebene stellte die EFK fest, dass die Gewinne aus inländischer (14'276'748 Franken) und aus ausländischer Quelle (185'116'120 Franken) gemäss der vorliegenden Spartenrechnung nicht gemeldet wurden. Zum Zeitpunkt der NFA-Daten-Extraktion wies die Gesellschaft einen provisorischen Bezug der DBST auf. Sie wurde als definitiv veranlagt gemeldet (Steuererklärung und Spartenrechnung vorhanden zum Extraktionszeitpunkt).
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Der fehlerhafte Fall sollte für das Steuerjahr 2011 korrekt nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Die KSTV FR wird gebeten, diesen Fall für das Steuerjahr 2011 korrekt nachzuliefern.

➤ **ZG, Indikator GJP:**

- Gemäss Steuergesetz des Kantons Zug sind Einkünfte aus dem Ausland bei reinen Domizilgesellschaften steuerfrei. Bei den Prüfungsarbeiten ist die EFK auf 25 Domizilgesellschaften gestossen, für welche insgesamt ein Gewinn aus ausländischer Quelle von 687'400 Franken gemeldet wurde. Die EFK stellte fest, dass für diese Gesellschaften entweder der kantonale besondere Steuerstatus oder die Spartenrechnung falsch im Veranlagungssystem der KSTV Zug vorerfasst wurde.
- Bei einer anderen gemischten Gesellschaft wurde anstelle eines Gewinns aus inländischer Quelle von 156'858 Franken ein Gewinn aus inländischer Quelle von 1'568'000 gemeldet.
- In einem weiteren Fall einer gemischten Gesellschaft, welche aufgrund der zum Zeitpunkt der NFA-Datenextraktion vorliegenden Spartenrechnung als definitiv veranlagt gemeldet wurde, fehlen die Angaben in der NFA-Datenmeldung aus der Spartenrechnung zu den Gewinnen aus inländischer und ausländischer Quelle (Gewinn CH: 41'600 Franken, Gewinn Ausland 24'260'100 Franken).
- Für eine gemischte Gesellschaft wurde ein Gewinn aus inländischer Quelle von 10'034'600 Franken gemeldet. Gemäss Spartenrechnung handelt es sich hierbei jedoch um einen Gewinn aus ausländischer Quelle.

➤ **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidungsbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 korrekt nachgemeldet werden (fehlerhaftes Ressourcenpotenzial und verfälschte Datengrundlage für die Berechnung des Faktors Beta).*

⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Die KSTV ZG wird gebeten, für das Steuerjahr 2011 alle fehlerhaften Fälle nachzumelden.

- **BE, Indikator GJP:** Die EFK stellte bei fünf Domizilgesellschaften folgende Fehler fest:
 - Anstelle einer aufgeteilten Meldung der auf kantonaler Ebene besteuerten Gewinne aus inländischer und aus ausländischer Quelle wurden diese gesamthaft als Gewinn aus inländischer Quelle (1. Fall 15'100 Franken, 2. Fall 6'900 Franken) gemeldet.
 - Anstelle des Gewinns aus ausländischer Quelle gemäss Spartenrechnung von 2'591'700 Franken wurde ein Gewinn aus ausländischer Quelle von 0 Franken gemeldet (ohne Auswirkung auf das Potenzial, verfälschte Grundlage für die Berechnung des Faktors Beta).
 - In einem Fall wurde ein Gewinn aus ausländischer Quelle von 1'900 Franken und ein Gewinn aus inländischer Quelle von 0 Franken gemeldet. Gemäss Spartenrechnung zeigt sich ein umgekehrtes Bild.
 - In einem Fall wurde ein Gewinn Ausland von 40'000 Franken gemeldet anstelle von 4'000 Franken (ohne Auswirkung auf das Potenzial, verfälschte Grundlage für die Berechnung des Faktors Beta).
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidungsbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 korrekt nachgemeldet werden. Die Auswirkung auf den NFA ist gering.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

1.2.4 Meldung von Holding-Gesellschaften mit prov. Bezug DBST zum Zeitpunkt NFA-Datenextraktion als provisorisch gemeldet, obwohl die Steuererklärung vorlag

- **BE, Indikator GJP:** Im Rahmen der Prüfarbeiten kontrollierte die EFK unter anderem die Datenmeldung für drei Holdinggesellschaften. Diese wiesen zum Zeitpunkt der NFA-Datenextraktion einen provisorischen Bezug der DBST auf, die Steuererklärung für das Steuerjahr 2011 lag vor. In diesen drei Fällen wurden korrekterweise die Angaben aus der Steuererklärung gemeldet. Abklärungen der KSTV BE ergaben, dass 202 Holdinggesellschaften in der NFA-Datenmeldung als provisorisch gemeldet wurden, obwohl die Steuerklärungen für das Steuerjahr 2011 zum Zeitpunkt der Datenextraktion vorlagen. Für Gesellschaften mit einem Beteiligungsabzug von < 100% wird damit zuviel Potenzial gemeldet.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidungsbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 korrekt nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Eine Stellungnahme zur Fehlermeldung hat sich erledigt, da die ESTV die KSTV BE schon vor der Besprechung vom 17. April 2014 zur Richtigstellung aufgefordert hat.

1.2.5 Fehlerhafte Meldung der Quellensteuer-Kategorie internationale Transporte

- **SH, Indikator EQP:** Beim manuellen Ausfüllen des Formulars für die NFA-Datenmeldung für den Indikator EQP wurden die Daten der Kategorie „internationale Transporte“ (Bruttolöhne im Umfang von 3'466'244 Franken) statt der Kategorie „Übrige mit voller Besteuerung“ der Kategorie „Ansässige“ zugeordnet.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 korrekt nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Die KSTV SH wird gebeten, die NFA-Datenmeldung für den Indikator EQP entsprechend zu korrigieren.

1.2.6 Fehlerhafte Meldung eines Grenzgängers mit voller Besteuerung in der Schweiz

- **SH, Indikator EQP:** Die EFK stellte bei einem Grenzgänger (Bruttolohn pro 2011: 1'532'134 Franken) mit voller Besteuerung in der Schweiz fest, dass dieser in der Kategorie „Ansässige“ statt in der Kategorie „Übrige mit voller Besteuerung“ gemeldet wurde. Die EFK hat bei der Prüfung weiterer Fälle des gleichen Arbeitgebers den identischen Fehler festgestellt.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2011 korrekt nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Die KSTV SH wird gebeten, die NFA-Datenmeldung für den Indikator EQP entsprechend zu korrigieren.

2 UNTERSCHIEDLICHE INTERPRETATIONEN DER WEISUNGEN / ÜBRIGE FESTSTELLUNGEN

2.1 NFA-Datenmeldung, Feld gemäss EFD Weisung 4.10 Steuerpflicht (Betriebsstätten)

- **SG, Indikator GJP:** Die NFA-Datenmeldung des KSTA SG enthielt nur für eine juristische Person die Codierung für eine beschränkte Steuerpflicht in der Schweiz (Betriebsstätte einer ausländischen Gesellschaft in der Schweiz). Diese Feststellung hat keine Auswirkung auf das für den Indikator GJP gemeldete Ressourcenpotenzial. Nach Ansicht der EFK ist die Meldung, dass es im Kanton St. Gallen nur eine Betriebsstätte einer ausländischen Gesellschaft gibt, wenig plausibel. Statistiken unter Berücksichtigung dieses Datenfelds stellen auf einer beeinträchtigten Datengrundlage ab.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *keine Korrektur vornehmen*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um Fehler mit Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

- **SH, Indikator GJP:** Die NFA-Datenmeldung des KSTA SH enthielt keine juristische Person mit der Codierung für eine beschränkte Steuerpflicht in der Schweiz (Betriebsstätte einer ausländischen Gesellschaft in der Schweiz). Diese Feststellung hat keine Auswirkung auf das für den Indikator GJP gemeldete Ressourcenpotenzial. Nach Ansicht der EFK ist die Meldung, dass es im Kanton Schaffhausen keine Betriebsstätte einer ausländischen Gesellschaft gibt, wenig plausibel. Statistiken unter Berücksichtigung dieses Datenfelds stellen auf einer beeinträchtigten Datengrundlage ab.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *keine Korrektur vornehmen*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um Fehler mit Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

- **FR, Indikator GJP:** Die NFA-Datenmeldung des KSTV FR enthielt keine juristische Person mit der Codierung für eine beschränkte Steuerpflicht in der Schweiz (Betriebsstätte einer ausländischen Gesellschaft in der Schweiz). Diese Feststellung hat keine Auswirkung auf das für den Indikator GJP gemeldete Ressourcenpotenzial. Die EFK ist bei ihren Prüfungen auf mehrere Betriebsstätten ausländischer juristischer Personen gestossen. Statistiken unter Berücksichtigung dieses Datenfelds stellen auf einer beeinträchtigten Datengrundlage ab.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *keine Korrektur vornehmen*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um Fehler mit Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

2.2 Gesellschaften mit Lizenzbox gemäss Steuergesetz des Kantons Nidwalden

- **NW, Indikator GJP:** Die EFK prüfte stichprobenweise, wie das KSTA NW die Gesellschaften mit einer Lizenzbox Besteuerung auf kantonaler Ebene, im NFA gemeldet hat. Die Meldung erfolgte als ordentlich besteuerte juristische Personen mit dem steuerbaren Gewinn DBST. Die Meldung entspricht somit der Mitteilung der EFV vom 30. August 2013 an das KSTA NW. Gemäss den erteilten Auskünften hat der Regierungsrat des Kantons Nidwalden eine Anfrage zu Händen der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA gemacht, welche an der Sitzung vom 17. April 2014 besprochen werden soll.
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es wird an der Regelung, wie in der Mitteilung der EFV vom 30. August 2013 an das KSTA NW dargestellt, festgehalten. Die Berücksichtigung im NFA-Potential von Gesellschaften mit Lizenzbox-Besteuerung als Statusgesellschaften ist nicht möglich. Die Lizenzbox-Besteuerung des Kantons Nidwalden unterscheidet nicht zwischen Gewinnen aus inländischer und ausländischer Quelle. Bei der Behandlung im NFA als Statusgesellschaften, würde deshalb der Beta-Faktor auch auf die Gewinne aus inländischer Quelle angewendet. Obwohl die Gesellschaften die Kriterien gemäss Art. 28 Abs. 4 StHG nicht erfüllen.

2.3 Formelle Anforderungen für die Meldung einer juristischen Person mit besonderem kantonalen Steuerstatus als definitiv veranlagt nicht vollständig erfüllt

- **ZG, Indikator GJP:** Die EFK ist bei ihren Prüfungen auf die Datenmeldung für eine gemischte Gesellschaft (provisorisch, gemeldet als definitiv veranlagt) gestossen, für welche zum Zeitpunkt der NFA-Datenextraktion nur eine Spartenrechnung *ohne unterzeichnete Steuererklärung* vorlag. Die KSTV ZG begründet dies damit, dass der Fall aufgrund eines Bundesgerichtsentscheids betreffend Gesellschaften, welche ihre Buchhaltung in einer fremden Währung führen, noch in Bearbeitung sei (Umrechnungsdifferenzen zwischen funktionaler Währung und Landes-Währung sind nicht mehr steuerwirksam). Nach Auffassung der EFK sind in diesem Fall die formalen Bedingungen gemäss der Weisung des EFD nur teilweise erfüllt. Weil aus der *Spartenrechnung* die benötigten und aktuellsten verfügbaren Informationen für die Datenmeldung verwendet wurden, klassiert die EFK den Fall nicht als nicht-systematischen Fehler.
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Die KSTV ZG wird gebeten, den Fall, mit nach gültiger Praxis betreffend Umrechnungsgewinnen ermittelten Steuerfaktoren, nach zu melden.

2.4 Keine Meldung für eine juristische Person, obwohl sie 2011 am Steuerregister war

- **FR, Indikator EQP:** Die EFK ist bei der Kontrolle der NFA-Datenmeldung auf eine juristische Person gestossen, welche 2011 am Steuerregister war, jedoch weder einen provisorischen Bezug der DBST noch eine definitive Veranlagung für das Steuerjahr 2011 aufwies. Die KSTV Freiburg nimmt in der Regel nur einen provisorischen Bezug der DBST auf Grundlage einer früheren Veranlagung vor. Für Zuzüge und Neugründungen wird üblicherweise für den provisorischen Bezug der DBST keine Schätzung des steuerbaren Reingewinns vorgenommen oder ein Mindestbetrag festgesetzt.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *keine Korrektur vornehmen*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit wesentlichem Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

3 EXKURS STEUERHARMONISIERUNGSGESETZ

Die EFK prüft bei den Kantonen die für die Berechnung des Ressourcenausgleichs der ESTV gemeldeten Steuerdaten. Sie prüft hierbei ob die gemeldeten Daten vollständig, richtig und nachvollziehbar sind. Sie nimmt dafür auch stichprobenweise Einsicht in die Steuererklärungen und wo notwendig in die Spartenrechnungen. Besteht aus Sicht der EFK das Risiko, dass das NFA-Potenzial wertmässig unvollständig gemeldet wurde, möglicherweise aufgrund einer nicht DBG-konformen Veranlagung, informiert sie zwecks Bearbeitung und Beurteilung des Falls die Abteilung Aufsicht Kantone der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV).

Für juristische Personen mit einem besonderen kantonalen Steuerstatus (gem. BG über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden) verlangt die NFA-Datenmeldung die Meldung der auf kantonaler Ebene besteuerten Gewinne aus inländischer und ausländischer Quelle. Die gesetzlichen Grundlagen für die besonderen kantonalen Steuerstati von juristischen Personen befinden sich in den kantonalen Steuergesetzen und im Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG). Besteht aus Sicht der EFK das Risiko, dass die Datenfelder Gewinne aus inländischer bzw. aus ausländischer Quelle wertmässig unvollständig gemeldet werden, beispielsweise aufgrund einer möglicherweise nicht StHG-konformen Anwendung der besonderen kantonalen Steuerstati, hat die EFK keinen objektiven Ansprechpartner, weil die Aufsicht über das StHG kaum geregelt ist.

Für die NFA-Datenmeldungen von Gewinnen von juristischen Personen mit besonderem kantonalen Steuerstatus besteht in der Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008 (über die Erhebung und Lieferung der erforderlichen Daten durch die Kantone) folgende Ausnahmeregelung: Wenn per Datenextraktions-Datum erst ein provisorischer Bezug der DBST erfolgt ist, kann eine juristische Person mit kantonalem besonderem Steuerstatus trotzdem als definitiv veranlagt gemeldet werden, sofern zu diesem Zeitpunkt die Steuererklärung und die Spartenrechnung vorliegen. Die Meldung als definitiv veranlagt muss mit den Faktoren der Steuererklärung und der Spartenrechnung erfolgen. Im NFA profitieren nur *definitiv veranlagte* juristische Personen mit besonderem kantonalen Steuerstatus von der reduzierten Berücksichtigung im Ressourcenpotenzial (Betafaktor gemäss Art. 19 FiLaV -> mit Bezug auf Art. 28 Abs. 2 – 4 StHG).

Die EFK prüft die Veranlagung nicht. Unter dem Aspekt der Vollständigkeit und der Nachvollziehbarkeit kontrolliert sie stichprobenweise, ob für die gemeldeten juristischen Personen mit besonderem kantonalen Steuerstatus ein Beleg (Ruling, Korrespondenz, Bemerkung in der Steuererklärung, etc.) für den besonderen Steuerstatus vorhanden ist. Sie prüft nicht, ob die Konditionen zur Gewährung eines besonderen kantonalen Steuerstatus erfüllt sind. Nicht in allen geprüften derartigen Fällen ist die Nachvollziehbarkeit der für den NFA gemeldeten Daten einwandfrei möglich (z.B. wegen Spartenrechnungen ohne Ausweis der Quote, welche für die Besteuerung auf kantonaler Ebene des Gewinns aus ausländischer Quelle massgebend ist).

EIDGENÖSSISCHE FINANZKONTROLLE

Andreas Meyer
Mandatsleiter

Jean-Marc Stucki
Revisionsleiter

BEILAGEN

1. Protokoll des Schlussgesprächs Kanton Schaffhausen, Indikatoren EQP, GJP, (deutsch)
2. Protokoll des Schlussgesprächs Kanton St. Gallen, Indikatoren EQP, GJP (deutsch)
3. Protokoll des Schlussgesprächs Kanton Zug, Indikator GJP (deutsch)
4. Protokoll des Schlussgesprächs Kanton Bern, Indikator GJP (deutsch)
5. Protokoll des Schlussgesprächs Kanton Nidwalden, Indikator GJP (deutsch)
6. Protokoll des Schlussgesprächs Kanton Obwalden, Indikator GJP (deutsch)
7. Protokoll des Schlussgesprächs Kanton Fribourg, Indikator GJP (französisch)

Anhang 1: Rechtsgrundlagen

Finanzkontrollgesetz (FKG, SR 614.0)

Finanzhaushaltsgesetz (FHG, SR 611.0)

Finanzhaushaltsverordnung (FHV, SR 611.01)

Bundesgesetz über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaG, SR 613.2)

Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG, SR 642.14)

Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV, SR 613.21); sie wird im November 2014 mit den NFA-Zahlen 2015 ergänzt

Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008 über die Bearbeitung der Daten zum Ressourcen- und zum Lastenausgleich durch die ESTV, das BFS und die EFV

Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008 über die Erhebung und Lieferung der erforderlichen Daten durch die Kantone

Weisungen des EDI vom 9. Mai 2008 über die Datenerhebung und –lieferung, gestützt auf Artikel 28 Absatz 2 der Verordnung vom 7. November 2007 über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV)

Anhang 2: Abkürzungen, Glossar, Priorisierung der Empfehlungen der EFK

ABKÜRZUNGEN

ASG	Aggregierte Steuerbemessungsgrundlage
DBG	Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (SR 642.11)
DBSt	Direkte Bundessteuer
EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
EFK	Eidgenössische Finanzkontrolle
EFV	Eidgenössische Finanzverwaltung
ENP	Einkommen der natürlichen Personen
EQP	Einkommen der an der Quelle besteuerten natürlichen Personen
EstV	Eidgenössische Steuerverwaltung
FiLaV	Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich (SR 613.2)
FG QS	Fachgruppe Qualitätssicherung NFA
FKG	Finanzkontrollgesetz (SR 614.0)
GJP	Gewinn der juristischen Personen
IT	Elektronische Datenverarbeitung
jP	Juristische Personen
KFK	Kantonale Finanzkontrolle
KSTA	Kantonales Steueramt
KSTV	Kantonale Steuerverwaltung
NEST	Neue Software Technologie Gemeinden GmbH, Gemeinschaftsunternehmen der Firmen InnoSolv AG, KMS AG und Sesam AG, EDV-Steueranwendung der Kantone AI, BL, BS, GL, LU, NW, OW, SH, SZ, TG und UR
NFA	Neuer Finanzausgleich und Aufgabenteilung
nP	Natürliche Personen
NV	Nachträglich (ordentlich) veranlagte quellenbesteuerte natürliche Personen
VNP	Vermögen der natürlichen Personen

Glossar:

Ordentlich besteuerte juristische Person	Das DBG unterscheidet für die Besteuerung von juristischen Personen nicht zwischen ordentlich besteuerten Gesellschaften und Gesellschaften mit kantonalem Sonderstatus. Auf kantonaler Ebene gibt es gemäss Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden diese Unterscheidung.
Gesellschaft mit steuerlichem kantonalen Sonderstatus	Gemäss BG über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden, Art. 28 Abs. 2ff werden drei steuerliche kantonale Sonderstatus unterschieden.
Domizil-gesellschaft	Art. 28 Abs. 3 STHG: Kapitalgesellschaften, Genossenschaften und Stiftungen, die in der Schweiz eine Verwaltungstätigkeit, aber keine Geschäftstätigkeit ausüben.
Gemischte Gesellschaft	Art. 28 Abs. 4 STHG: Kapitalgesellschaften und Genossenschaften, deren Geschäftstätigkeit überwiegend auslandsbezogen ist und die in der Schweiz nur eine untergeordnete Geschäftstätigkeit ausüben.
Holding	Art. 28 Abs. 2 STHG: Kapitalgesellschaften und Genossenschaften, deren statutarischer Zweck zur Hauptsache in der dauernden Verwaltung von Beteiligungen besteht und die in der Schweiz keine Geschäftstätigkeit ausüben.
Lizenzbox	Art. 85 Abs. 3 Steuergesetz des Kantons Nidwalden: reduzierte Besteuerung für Nettolizenerträge aus der Nutzung von immateriellen Gütern. Der Regierungsrat kann die immateriellen Güter bestimmen, bei denen für die Lizenerträge die reduzierte Besteuerung anwendbar ist.
NEST	NEST ist ein Gemeinschaftsunternehmen der Firmen InnoSolv AG, KMS AG und Sesam AG. Unter dem Namen NEST wird Software für die Steuerveranlagung und den Steuerbezug angeboten und betrieben. 11 Kantone (AI, BL, BS, GL, LU, NW, OW, SH, SZ, TG und UR) setzen NEST ein.

Priorisierung der Empfehlungen der EFK:

Aus der Sicht des Prüfauftrages beurteilt die EFK die Wesentlichkeit der Empfehlungen und Bemerkungen nach Prioritäten (1 = hoch, 2 = mittel, 3 = klein). Sowohl der Faktor Risiko [z.B. Höhe der finanziellen Auswirkung bzw. Bedeutung der Feststellung; Wahrscheinlichkeit eines Schadeneintrittes; Häufigkeit des Mangels (Einzelfall, mehrere Fälle, generell) und Wiederholungen; usw.], als auch der Faktor Dringlichkeit der Umsetzung (kurzfristig, mittelfristig, langfristig) werden berücksichtigt. Dabei bezieht sich die Bewertung auf den konkreten Prüfgegenstand (relativ) und nicht auf die Relevanz für die Bundesverwaltung insgesamt (absolut).